

L'espace turcique, terre d'enjeux et de projections géopolitiques

Étude de cas de l'Organisation des états turciques et de la
relation russo-turque depuis 1991

Par Augustin d'Artigues

Sous la direction de Monsieur Jean-Robert Raviot

Mémoire soumis dans le cadre du diplôme de

Master ERPS

Juin 2025

Table des matières

Table des matières	1
Acronymes et définitions :	2
Introduction	4
Problématique :	4
Hypothèses :	5
Revue littéraire	6
Méthodologie :	12
1.1 PESTEL	13
1.2 SWOT	14
2 Analyse de l'OET et réflexions sur ses orientations stratégiques	17
2.1 Analyse des facteurs externes de l'OET grâce à l'outil PESTEL	17
2.2 Analyse de l'OET via l'outil d'analyse SWOT	18
2.2.1 Analyse interne de l'OET	18
2.2.1.1 Une vision commune	19
2.2.1.2 L'importance des missions portées par l'Organisation	20
2.2.1.3 Des objectifs définis, utiles à l'identification de stratégies	21
2.2.2 Discussion et mise à jour de l'analyse de Can Demir (2022)	21
2.2.2.1 Forces et faiblesses	23
2.2.2.2 Opportunités et menaces	29
2.2.3 Potentiel stratégique de l'organisation	35
2.2.4 La matrice SWOT	36
3 La relation russo-turque sous le prisme de l'OET	37
3.1 Deux puissances en quête d'influence	37
3.1.1 La Russie, préserver son pré carré	37
3.1.2 Les ambitions turques	39
3.1.3 L'éveil turc	39
3.1.3.1 Des ambitions confrontées aux réalités	40
3.1.3.2 Redéfinition de la stratégie turque.	41
3.1.4 Vers une convergence d'intérêts autour de l'eurasisme	42
3.1.4.1 L'eurasisme russe : une identité géopolitique alternative à l'Occident	

3.1.4.2	Le tournant turc vers l'eurasisme : du rêve panturc au réalisme géoéconomique.....	43
3.1.5	L'Asie centrale, espace stratégique convoité : un enjeu de puissance pour la Russie et la Turquie.....	45
3.2	Une rivalité continue ? Coopérations et tensions	47
3.2.1	Le dialogue russo-turc : entre convergence stratégique et pragmatisme géopolitique	47
3.2.2	Compétition culturelle et économique	49
3.2.3	Tensions et rivalités	52
3.2.3.1	Conflits d'intérêts géopolitiques : le précédent du Haut-Karabakh...	54
3.2.4	Perception russe de l'OET : menace, opportunité ou neutralité ?.....	55
	Discussions.....	57
	Conclusion	59
	Bibliographie	61

Acronymes et définitions :

ATER : Alliance turque des énergies renouvelables

BTC : Pipeline Bakou – Tbilissi – Ceyhan

CEI : Communauté des États Indépendants

EI K : Etat islamique au Khorassan

IDE : Investissements directs étrangers

M O : Moyen Orient

OCS : Organisation de coopération de Shangai

OET : Organisation des États turciques

OI : Organisations internationales

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

OTSC : Organisation du traité de sécurité collective

PESTEL : Politiques, Economiques, Sociaux, Technologiques, Environnementaux et Légaux

PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan

PSO : Potentiel stratégique de l'organisation
RD : Recherche et Développement
SO : Strength – Opportunity
ST : Strength – Threat
SWOT : Strength ; Weakness ; Opportunity ; Threat
TAP : Gazoduc Trans adriatique ou TAP
TAPI : Turkménistan – Afghanistan – Pakistan - Inde
TGV : Turkic Green Vision
UE : Union européenne
WO : Weakness – Opportunity
WT : Weakness – Threat

Panturquisme : Le panturquisme ou turquisme est une idéologie nationaliste née au XIX^e siècle, cherchant à renforcer les liens entre les peuples turcophones, voire à susciter leur union au sein d'un même État.

Türc : Ce terme désigne le peuple türc dans son ensemble afin de ne pas le confondre avec celui originaire de Turquie. Le terme « turcique » a aussi été employé dans ce sens.

Espace turcique : Cette expression est utilisée pour évoquer les anciennes républiques soviétiques turcophones. Il englobe ainsi les 4 républiques turcophones centrasiatiques, l'Azerbaïdjan ainsi que la Turquie.

Introduction

« Ils nous ont poignardé dans le dos. » C'est en ces termes que Vladimir Poutine réagit en 2015 à la destruction d'un avion militaire russe par les forces turques en Syrie. Cette phrase, violente mais révélatrice, cristallise à elle seule l'ambivalence historique et contemporaine des relations russo-turques. Longtemps adversaires sur les champs de bataille eurasiens — de la mer Noire à l'Ukraine — la Russie et la Turquie, héritières de deux empires rivaux, n'ont jamais véritablement cessé d'incarner deux pôles d'influence concurrents dans l'espace post-soviétique. Pourtant, malgré leurs antagonismes récurrents, c'est à une Turquie désormais ancrée dans une diplomatie ambitieuse, souvent déroutante par son autonomie et sa complexité, que l'on doit l'initiative de créer une nouvelle structure régionale en Asie centrale : l'Organisation des États turques (OET).

L'intérêt pour cette organisation, souvent méconnue, s'est imposé comme une évidence dans le cadre de l'étude de la politique étrangère turque. Perçue par certains comme une revanche idéologique sur l'échec de l'intégration européenne, l'OET puise dans un référentiel identitaire puissant, tout en adoptant une posture multilatérale inédite dans la région. Pourtant, cette initiative turque se heurte à plusieurs limites : méfiances locales, manque de vision commune et surtout, présence d'autres puissances régionales. Parmi elles, la Russie, soucieuse de maintenir son « étranger proche » sous influence, perçoit l'OET tantôt comme une menace cachée, tantôt comme une simple organisation culturelle sans grande portée stratégique.

Dès lors, cette recherche propose d'évaluer la portée réelle de l'OET en tant qu'organisation régionale, via l'analyse de son environnement interne et externe. L'objet de ce mémoire est d'établir une analyse de l'environnement à la fois interne mais aussi externe de l'OET afin d'étudier ses options stratégiques. Pour cela nous allons utiliser 2 outils d'analyse : PESTEL ET SWOT. Enfin, nous analyserons comment cette initiative s'inscrit dans une recomposition plus large des équilibres régionaux, en particulier face à la perception russe de cette influence turque croissante, et donc leur cohabitation imposée.

Problématique :

La problématique de ce mémoire réside dans la question de la réussite de cette organisation face à son propre environnement, mais aussi face à celui extérieur. Initiée par la

Turquie, cette organisation est donc dépendante de la réussite de son intégration régionale, alors que sa politique étrangère peut lui valoir de fortes tensions avec les états voisins. La Turquie est-elle capable d'allier réussite d'intégration régionale et réussite étatique dans le spectre de sa politique étrangère ?

Hypothèses :

À la suite de cette problématique, plusieurs hypothèses nous viennent concernant l'évolution probable de l'OET, notamment face à la menace russe. Tout d'abord, la montée progressive de l'influence turque va permettre l'augmentation de l'intégration régionale, tout en conservant le statu quo russo-turc. Une seconde option serait alors de voir l'organisation devenir un appareil politique distinct, acquérant plus d'autorité et donc d'indépendance. Cette hypothèse signifierait une perte de contrôle russe et donc un délitement des relations russo-turcs. Enfin, la dernière hypothèse se porte sur une diminution de l'intégration régionale, face à une pression des puissances voisines. L'OET et la Turquie perdrait alors toutes stratégies et ambitions politiques.

Revue littéraire

L'évolution de la politique étrangère turque en Asie centrale depuis les années 90 a suscité de nombreux écrits sur sa forme, ses objectifs et son application réelle. La construction régionale turque est marquée par la fluctuation de la politique étrangère turque, qui cherche aujourd'hui à s'adapter collectivement à différents enjeux. Soucieux de n'évoquer que les concepts liés à mon approche du sujet, nous examinerons ici la littérature existante ayant déjà traité de ces concepts ou de faits empiriques sur cette construction d'identité régionale avant d'aboutir sur le choix de mon outil d'analyse.

Pleine d'espoir et confiante de sa stratégie, la Turquie a tout d'abord mené dans les années 90 une politique marquée par un soft power présent dans les sphères publiques et privées, tout en essayant d'investir les domaines politiques et économiques¹. Il se distingue par des projets multiples dans une volonté globale de rapprochement civilisationnel avec les pays d'Asie centrale afin d'effacer petit à petit l'héritage soviétique. Cet outil, restera l'une des armes principales de la politique étrangère turque, puisque l'arrivée de l'AKP dès 2002 voit naître plusieurs institutions². Néanmoins, ces articles insistent sur le caractère insuffisant de ces démarches pour incarner ce rôle de "grand frère", et où la Turquie peine à devenir le médiateur et l'incubateur d'une croissance économique accomplie. Concernant cette époque, la littérature traite aussi du projet politique sous-jacent, sous la forme d'un régionalisme renforcé. De manière théorique, ce dernier consiste en une idéologie ou une stratégie réfléchie afin de valoriser des acteurs au niveau régional. Il désigne aussi une orientation stratégique volontaire envers un voisinage proche. D'autre part, ce processus est appuyé par les travaux de Söderbaum³. Il y distingue différents courants donc celui néoréaliste fonctionnant selon les intérêts propres des états et renforcé par la présence d'un pouvoir hégémonique dans la région, en l'occurrence la Turquie, pour mener à bien cette transition d'intégration régionale. De plus, il insiste sur le caractère informel via les réseaux économiques et les diasporas, ainsi que sur le constructivisme essentiel à ce genre de régionalisme. La construction identitaire est corrélée à l'établissement d'un régionalisme institutionnel.

¹ İbrahim Kalın, « Soft Power and Public Diplomacy in Turkey », *PERCEPTIONS: Journal of International Affairs* 16, n° 3 (1 octobre 2011): 5- 23.

² Daniel Pasquier, « Redistribution des cartes en Asie centrale (2/2) - Turquie, Iran et États-Unis », *Revue Défense Nationale* 858, n° 3 (15 mars 2023): 109- 14, <https://doi.org/10.3917/rdna.858.0109>.

³ Mark Beeson et Richard Stubbs, éd., *Routledge Handbook of Asian Regionalism*, Special ed, Routledge Handbooks (London: Routledge, 2014).

Dans le cas turc, les travaux de Buchwalter⁴ évoquent dès les années 90, la volonté politique turque d'établir des sommets de la turcophonie, lieux d'échanges et de construction d'une identité commune ainsi que d'une orientation politique commune. L'échec du premier sommet à Ankara en 1992 et les ambitions revues à la baisse pour celui de 1994 confirment la fin d'un idéalisme turc concernant l'Asie centrale, où elle devra tenir compte des réalités géopolitiques et politiques de républiques marquées par une histoire différente de celle turque.

Afin de s'adapter à ces nouvelles réalités géopolitiques, une partie de la littérature s'est intéressée à l'émergence des mouvements publics et privés, liés à l'implantation d'une nouvelle dynamique religieuse dans ces républiques marquées par des décennies de laïcité et de censure. En effet, la religion redevient un aspect central dans le modèle que la Turquie tente de créer, où son rôle redevient central dans la sphère publique et privée⁵. Nous pouvons citer la mise en place d'une stratégie via des institutions publiques comme la "Direction des Affaires religieuses" et la création d'écoles théologiques. Cet aspect est particulièrement étudié dans un pays tel que l'Allemagne, où la forte diaspora religieuse turque musulmane a été dirigée par des imams envoyés depuis la Turquie⁶. Le cas de l'Asie centrale est quant à lui exploité par la littérature, pour la place importante qu'a pris le secteur privé, notamment sous l'impulsion du réseau Gülen. Ce dernier vise à implanter une nouvelle vision de l'Islam via la création d'écoles, afin d'éduquer les nouvelles générations⁷.

Il existe donc un consensus général au sein de la littérature, où la construction d'une politique réaliste découle d'une part de ces précédents échecs, et d'un revirement idéologique à différents niveaux. Le réalisme appliqué est celui conceptualisé par Morgenthau, dans une approche à la fois stratégique et diplomatique. Ces deux approches sont essentielles à l'accomplissement des intérêts nationaux. Le réalisme stratégique doit ainsi être pensé en fonction des intérêts et des capacités réelles de son pays, et non en fonction d'idéaux ou d'émotions⁸. L'intégration régionale en tant qu'association volontaire est, par conséquent, l'une des sources importantes susceptibles de contribuer au développement d'une organisation

⁴ Bayram Balci et Bertrand Buchwalter, éd., *La Turquie en Asie centrale: La conversion au réalisme (1991-2000)* (Istanbul: Institut français d'études anatoliennes, 2001), <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.127>.

⁵ Kalin, « Soft Power and Public Diplomacy in Turkey ».

⁶ Jeroen Doornik, « The Institutionalization of Turkish Islam in Germany and the Netherlands: A Comparison. », *Ethnic & Racial Studies* 18, n° 1 (1 janvier 1995): 46- 63, <https://doi.org/10.1080/01419870.1995.9993853>.

⁷ Bayram Balci et Thomas Liles, « Turkey's Comeback to Central Asia », *Insight Turkey* 20, n° 4 (2018): 11- 26.

⁸ Hans J Morgenthau, « Politics Among Nations The Struggle For Power And Peace », 1949, 5.

régionale⁹. Selon Schimmelfennig et la présentation de 3 théories principales, celle intergouvernementaliste me semble la plus probante dans le cas de l'OET. En effet, les acteurs clés sont les états, où leurs motivations sont réalistes et où les décisions sont le résultat de négociations entre les états. L'auteur insiste sur l'absence d'une théorie universelle de l'intégration régionale, dans un champ d'études où le modèle européen reste le principal exemple accompli d'intégration. D'autres travaux ont eux aussi contribué à l'élaboration d'une définition de l'intégration régionale via d'autres motivations que celle économique comme celles culturelle et historique. Les travaux de Martin et Nonn¹⁰ étudient les causes d'une intégration qui peuvent s'exprimer sous la forme de plusieurs dimensions allant de son aspect le plus fréquent au moins fréquent : la dimension économique, politique et enfin culturelle et sociale. En plus de la théorie intergouvernementaliste déjà évoqué précédemment, celle du régionalisme employé dans l'article, fait sens dans la conceptualisation du type d'intégration de l'OET. En effet, sa définition donnée par les deux auteurs désigne le régionalisme comme une réponse endogène aux besoins de développement ou une volonté d'émancipation collective. « *L'intégration suppose une solidarité consciente et voulue chez les habitants de la région.* »¹¹

Néanmoins, leurs propos sont nuancés par certaines limites identifiées telles que les asymétries économiques des différents membres, le déficit de volonté politique et les conflits d'intérêts nationaux pouvant altérer les bénéfices d'une intégration. Toutefois, il est important de coupler ces illustrations conceptuelles, historiques et empiriques avec des études plus quantitatives et qualitatives, permettant ainsi de mieux saisir le mécanisme par lequel il y a eu un rapprochement régional entre la Turquie et les pays d'Asie centrale ainsi que de confirmer les avancements proposés plus tôt.

Tout d'abord, pour analyser et mesurer un rapprochement bilatéral voir régional, le facteur économique, et la stratégie appliquée à celui-ci sont essentiels au succès d'une diplomatie à l'internationale. Ainsi, la diplomatie économique inclut l'ensemble de ces stratégies pouvant influencer les relations économiques internationales. Ces dernières peuvent s'opérer via une approche étatique, donc public mais aussi privée, qui dans certains cas, dont

⁹ Schimmelfennig, Frank. "Regional Integration Theory." *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. 26 Feb. 2018; Accessed 3 Jun. 2025.
<https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-599>.

¹⁰ Jean-Paul Martin et Henri Nonn, « La notion d'"intégration régionale" », 1980, <https://doi.org/10.3406/tigr.1980.1080>.

¹¹ Martin et Nonn, 33.

celui de la Turquie à partir des années 90, peuvent coopérer. Cette diplomatie ne se limite pas aux relations commerciales mais englobe aussi la promotion des exportations, l'attraction d'IDE et une coopération pour le développement. Cette approche théorique coïncide parfaitement avec celle effectuée par la Turquie dans les années 90 en Asie centrale. En effet, l'établissement de liens économiques avec ces nouvelles républiques s'est matérialisé par une multiplication des accords bilatéraux, la création de structures de coopération économique dont la future OET, mais aussi par la forte présence d'entreprises turcs notamment dans le secteur du BTP¹². Ce dernier a construit son analyse quantitative en étudiant les accords signés, les volumes des échanges commerciaux et les projets d'infrastructures de construction dans les différents pays. Cependant, l'étude de cet article permet de constater une inégale répartition du succès de la diplomatie économique turque dans les différents pays, où la Turquie peine à prendre un rôle majeur. Le manque de données et sa temporalité portée seulement sur une décennie ne permettent pas de constituer une étude approfondie et parfaite. Néanmoins, le facteur économique a in fine servi à la Turquie à améliorer sa place et son rôle au sein du système économique international. De plus, une nouvelle notion abordée partiellement dans la littérature fait écho au paragraphe précédent. Le terme de "trading state", théorisé par Rosecrance¹³, se définit lorsque des Etats privilégient l'interdépendance économique et le commerce pour s'imposer dans le système international. La Turquie incarne ainsi le statut de "trading state". L'économie devient un moteur de la politique étrangère d'un pays. Le cas de la Turquie en Asie centrale peut selon moi s'intégrer à cette notion.

Bien qu'une grande partie de la littérature scientifique se soit intéressée à l'aspect économique, celui culturel reste aussi majeur, notamment via l'implantation du système éducatif turc et de l'ouverture de nombreux établissements scolaires. Ces derniers ont été essentiels pour accélérer davantage le rapprochement bilatéral et construire un nouveau paradigme culturel pour les jeunes générations ainsi qu'une nouvelle élite turcophone. L'étude menée par Demir, Balci et Akkok¹⁴ dévoile à quel point l'éducation a toujours été considérée comme un agent très influent dans le processus de socialisation et de transformation sociale.

¹² Bayram Balci, « Les relations économiques entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale », in *La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-2000)*, éd. par Bertrand Buchwalter, La Turquie aujourd'hui (Istanbul: Institut français d'études anatoliennes, 2001), 57- 70, <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.145>.

¹³ Rosecrance, Richard. *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*. New York: Basic Books, 1986.

¹⁴ Cennet Engin Demir, Ayse Balci, et Fusun Akkok, « The Role of Turkish Schools in the Educational System and Social Transformation of Central Asian Countries: The Case of Turkmenistan and Kyrgyzstan. », *Central Asian Survey* 19, n° 1 (1 mars 2000): 141- 55, <https://doi.org/10.1080/713656175>.

En effet, l'éducation est considérée comme l'un des facteurs essentiels participant aux transitions sociales et économiques d'un pays. Les auteurs ont donc interrogé les élèves, familles et personnels de plusieurs écoles au Turkménistan et Kirghizstan afin de connaître leurs motivations et leurs raisons de s'éduquer dans des établissements turcs. La qualité des études d'une part, et le service à une cause commune historique reviennent souvent comme les arguments privilégiés pour justifier les choix d'y étudier ou d'y travailler. De manière générale, les sondés considèrent que l'aspect éducationnel contribue à l'élaboration de relations bilatérales fortes.

L'élaboration de ces relations bilatérales et donc régionale via les facteurs économiques et culturels ont donc montré certaines de leurs lacunes et de leurs forces. Nous pouvons donc nous poser la question de savoir si la Turquie d'Erdogan a conservé cette stratégie ou bien étendue son champ d'action et son modèle ailleurs. Il me semblait pertinent d'étudier les relations diplomatiques d'Erdogan depuis 2014 via une analyse quantitative pouvant déterminer quelle est la stratégie de la politique étrangère turque, et donc dans quelle mesure l'Asie centrale figure parmi l'une de ses priorités. Dans cette étude menée par Vokhmintsev et Guzaerov¹⁵, on constate que la politique étrangère turque est avant tout multi vectorielle, marquant ainsi le passage à un réalisme construit et assumé, où la Turquie cherche à assurer un équilibre entre les grandes. Cet article se base sur une analyse des événements impliquant la rencontre ou des échanges avec des pays étrangers. Ainsi, l'espace post-soviétique dont l'Asie centrale figure toujours parmi un des axes majeurs de vecteur géopolitique. En effet, l'étude montre que la politique étrangère turque se concentre davantage sur ses voisins régionaux, tout en développant une diplomatie dite de "deuxième piste" via des échanges parallèles fondés sur la religion, la culture ect.

Toutefois, malgré une couverture académique déjà bien développée sur le sujet, certains manques apparaissent. En effet, il y a un manque d'études sur l'analyse des facteurs externes de l'OET via une approche pluridisciplinaire et l'utilisation d'un modèle type. Les études publiées se concentrent davantage sur certains critères comme celui économique pour mesurer le degré d'intégration au sein de l'organisation ou bien sur la compréhension des normes de

¹⁵ « Applied Quantitative Analysis of R.T. Erdogan's Multi-Vector Foreign Policy in 2014-2022 - Vokhmintsev - Vestnik RUDN. International Relations », consulté le 4 juin 2025, <https://journals.rudn.ru/international-relations/article/view/37256>.

construction de cette organisation¹⁶. Les données collectées sont utilisées dans une approche démonstrative et non préventive. En outre, peu d'études utilisent de modèle d'analyse stratégique comme PESTEL et SWOT alors que ces outils sont sans aucun doute des outils précieux pour la planification stratégique. Nous pouvons néanmoins citer l'article publié par Can Demir¹⁷, où il analyse l'OET via l'outil SWOT. Cet article figure comme l'une des bases solides de mon analyse, dans lequel il a pu identifier un certain nombre de facteurs que je pourrai reprendre lors de mon analyse. L'intérêt de cette analyse est d'obtenir une meilleure évaluation de la dynamique globale de l'organisation et d'informer les décideurs afin d'adapter les prochaines stratégies de développement de l'organisation. Bien que son modèle n'ait pas été conçu pour les relations internationales, la diversité de son application est encouragée par la presse académique¹⁸. Toutefois, tous les articles ne l'associent pas avec une analyse approfondie, notamment via l'outil PESTEL, alors que les limites de ce modèle peuvent justement être surmontés grâce à cet outil. En effet, ce dernier se concentre essentiellement sur les facteurs externes et permet ainsi une analyse globale plus précise et pertinente. Par conséquent, cette approche via l'ajout de PESTEL et un ajustement du modèle SWOT proposé par Can Demir, participera à l'étude de cette organisation et de son habilité à évoluer selon les tendances ou bien de voir se restreindre son champ d'action commun.

¹⁶ « PERCEPTIONS: Journal of International Affairs » Submission » The Organization of Turkic States: A New Approach to Global and Regional Challenges », consulté le 4 juin 2025, <https://dergipark.org.tr/en/pub/perception/issue/71446/1149303>.

¹⁷ Can Demir, « The Organization of Turkic States: Implications for the Regional Balance of Power », *Güvenlik Stratejileri Dergisi*, 31 août 2022, 39- 71, <https://doi.org/10.17752/guvenlikstrj.1104776>.

¹⁸ Mostafa Ali Benzaghta et al., « SWOT Analysis Applications: An Integrative Literature Review », *Journal of Global Business Insights* 6, n° 1 (mars 2021): 55- 73, <https://doi.org/10.5038/2640-6489.6.1.1148>.

Méthodologie :

Pour mesurer le potentiel d'une organisation régionale, nous devons aussi calculer son intégration régionale et le processus de régionalisme sous-jacent. Or, il est important de les définir. Toutefois, cette tâche n'est pas si simple du fait de la multitude des interprétations. En effet, ces deux termes possèdent plusieurs dimensions qui tendent à se confondre. Le processus de « régionalisme » en est un bon exemple. En effet, ce terme est souvent associé à la régionalisation, causant ainsi des confusions. Le régionalisme est généralement défini comme un processus politique marqué par la coopération politique, tandis que la régionalisation correspond davantage au processus économique croissant au sein d'une région par rapport au reste du monde¹⁹. Néanmoins, une autre distinction place le régionalisme comme le début d'un processus de création institutionnel avec l'intention d'accentuer la coopération, alors que la régionalisation semblerait être un phénomène social moins prévisible²⁰. Ce premier point est d'ailleurs repris par Munakata²¹ lorsqu'il ajoute que le régionalisme consiste à des institutions établies par les gouvernements afin de promouvoir une coopération économique, variant selon l'engagement des pays membres. Néanmoins, la définition donnée par Richard²² semble mieux correspondre au processus historique et politique de l'OET. Le régionalisme serait une stratégie planifiée d'acteurs visant à renforcer les liens entre voisins régionaux. Cela correspond aussi à une idéologie dans lequel le voisinage régional devient la priorité stratégique d'un état, comme ce fut le cas de la Turquie. Dans le même texte, ce dernier définit aussi le processus d'intégration régionale. Il y distingue deux formes d'intégration. Celle formelle, qui permet la création d'un espace commun, sans garantir de réelle intensification des échanges, ainsi que l'intégration fonctionnelle. Cette dernière se caractérise par une intensification des interactions entre états voisins. Cette approche dynamique peut mener à la création d'une organisation plus intégrée. Cette notion de construction d'une communauté rapprochée diffère de la définition de Deutsch²³, dans laquelle il formule l'idée que l'intégration régionale correspond davantage

¹⁹ Edward D. Mansfield et Etel Solingen, « Regionalism », *Annual Review of Political Science* 13, n° 1 (1 mai 2010): 145- 63, <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.13.050807.161356>.

²⁰ Pempel, T. J., ed. *Remapping East Asia: The Construction of a Region*. Cornell University Press, 2005. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctv3mtc1f>.

²¹ Munakata, Naoko. "6. Has Politics Caught Up with Markets? In Search of East Asian Economic Regionalism" In *Beyond Japan: The Dynamics of East Asian Regionalism* edited by Peter J. Katzenstein and Takashi Shiraishi, 130-158. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2006. <https://doi.org/10.7591/9781501731112-007>

²² Yann Richard, « Intégration régionale, régionalisation, régionalisme-Les mots et les choses », *Revista Confins*, n° 20 (2014).

²³ Karl W. Deutsch, *Political community and the North Atlantic area* (na, 1951).

à la construction d'institutions politiques communes. Or, ce type de conclusion en vient à effacer l'impact sociétal dans un processus d'intégration, où l'état devient alors le seul responsable de cette construction²⁴. Cet impact n'est d'autant pas à négliger dans le cas de l'OET, puisque le rapprochement politique a d'abord mis été en échec, avant que des initiatives privées et culturelles viennent opérer le début de ce processus d'intégration.

1.1 PESTEL

L'outil d'analyse PESTEL est un modèle employé dans les processus stratégiques. Il se concentre essentiellement sur les facteurs externes, tandis que celui SWOT produit une analyse des facteurs internes et externes. L'association de ces méthodes va ainsi permettre d'obtenir des résultats plus précis et des décisions stratégiques plus puissantes²⁵. La structure de notre analyse se constitue dans un premier temps d'une analyse PESTEL afin de comprendre l'environnement global de l'organisation. L'environnement externe comprend des facteurs qui échappent au contrôle de l'organisation mais qui, néanmoins, sont pertinents pour l'entreprise et l'affectent²⁶. L'analyse de l'environnement externe, à travers le modèle PESTEL, est essentielle pour développer une forte organisation, identifier les opportunités et menaces, et encourager la coopération entre les membres. Le modèle PESTEL a connu plusieurs évolutions depuis sa création initiale sous la forme ETPS par Aguilar, puis PESTEL avec l'ajout de la dimension légale dans les années 1980²⁷. PESTEL remplit deux fonctions principales : d'une part, il permet d'identifier l'environnement dans lequel une organisation évolue, et de l'autre, il fournit des données utiles pour anticiper les évolutions futures. Enfin, le résultat final permet d'évaluer les menaces et les faiblesses qui seront essentielles et utilisées dans l'analyse SWOT²⁸.

²⁴ Richard, « Intégration régionale, régionalisation, régionalisme-Les mots et les choses ».

²⁵ Benzaghta et al., « SWOT Analysis Applications ».

²⁶ Ihsan Yüksel, « Developing a Multi-Criteria Decision Making Model for PESTEL Analysis », *International Journal of Business and Management* 7, n° 24 (21 novembre 2012): p52, <https://doi.org/10.5539/ijbm.v7n24p52>.

²⁷ John V. Richardson Jr., « The Library and Information Economy in Turkmenistan », *IFLA Journal* 32, n° 2 (1 juin 2006): 131- 39, <https://doi.org/10.1177/0340035206066410>.

²⁸ Okyere Bismark, Adjei-Gyabaah Frank, et Obeng Acheampong Kofi, « Utilizing Mckinsey 7s Model, SWOT Analysis, PESTLE and Balance Scorecard to Foster Efficient Implementation of Organizational Strategy. Evidence from The Community Hospital Group- Ghana Limited. », *Economics and Management*, n° 3 (2018).

1.2 SWOT

Le modèle SWOT naît dans les années 60 aux Etats-Unis et sert dans un premier à l'établissement de gestion stratégique pour les entreprises. Dès le début, des penseurs tels que Philip Selznick²⁹ introduisent l'idée de "compétence distinctive" et la nécessité d'aligner les valeurs internes de l'organisation avec les attentes de l'environnement externe.

	Strengths	Weaknesses
Opportunities	Achieve opportunities that greatly match the organization's strengths.	Overcome weaknesses to attain opportunities.
Threats	Use strengths to reduce the organization's vulnerability to threats.	Prevent weaknesses to avoid making the organization more susceptible to threats.

Figure 1. Tableau récapitulatif du fonctionnement de la matrice SWOT. Source : Chermack et Kasshanna, 2007 : 387³⁰.

Ce dernier insiste aussi sur la nécessité de cohérence entre compétences internes et environnement externe pour choisir la bonne stratégie. Une autre évolution de ce modèle concerne la création d'une nouvelle matrice d'étude : la matrice TOWS par Heinz Wehrich³¹. Elle facilite l'élaboration d'options stratégiques via 4 modèles de couplages stratégiques.

-SO Stratégie : utiliser les forces pour exploiter les opportunités.

-WO Stratégie : surmonter les faiblesses pour profiter des opportunités.

-ST Stratégie : utiliser les forces pour contrer les menaces.

-WT Stratégie : réduire les faiblesses et éviter les menaces.

Bien que majoritairement utilisée dans le domaine économique et plus précisément celui des entreprises, l'analyse SWOT est aussi employée dans le domaine des relations

²⁹Philip Selznick, *Leadership in Administration: A Sociological Interpretation* (Quid Pro Books, 2011), 148.

³⁰ Chermack et Kasshanna, « The Use and Misuse of SWOT Analysis and Implications for HRD Professionals » (2007, 387).

³¹ Heinz Wehrich, « The TOWS Matrix—A Tool for Situational Analysis », *Long Range Planning* 15, n° 2 (avril 1982): 60 : [https://doi.org/10.1016/0024-6301\(82\)90120-0](https://doi.org/10.1016/0024-6301(82)90120-0).

internationales pour l'étude d'états³², des relations inter-étatiques³³ ou bien d'organisations régionales et internationales comme ce fut le cas pour l'OET via une analyse SWOT effectuée par Can Demir³⁴. L'enjeu des parties suivantes est donc d'y revenir, après avoir établi dans un premier temps une analyse précise des facteurs externes via le modèle PESTEL.

L'outil d'analyse SWOT comprend deux dynamiques : l'une est interne et comprend les forces et les faiblesses, soit les facteurs organisationnels. Tandis que l'autre est externe et comprend les opportunités et les menaces, soit les facteurs environnementaux. Il me semble aussi important de définir les termes SWOT selon l'article d'Emet Gürel et de Merba Tat³⁵.

- Les forces sont les caractéristiques qui ajoutent de la valeur à l'organisation et la rendent plus spéciale, ou plus fonctionnelle. Les forces sont utilisées pour les opportunités et permettent de répondre aux menaces.
- Les faiblesses sont les capacités actuelles d'une organisation qui sont plus faibles que celles des concurrents ou bien désavantageuses pour cette organisation. Les faiblesses nuisent aux objectifs.
- Les opportunités sont des situations et avantages propices à l'organisation. Situées dans l'environnement externe, elles permettent à cette dernière de tirer parti de ses forces, de surmonter ses faiblesses ou de neutraliser les menaces.
- Enfin, les menaces sont des situations qui empêcheraient l'organisation de maintenir son existence, sa cohésion ou son processus pour toujours plus d'intégration.

Afin d'obtenir une analyse détaillée, chaque catégorie se verra attribuer 7 variables³⁶. De plus, comme évoqué ci-dessus, un classement sera effectué afin d'identifier l'importance des variables selon leur catégorie, et nous permettra d'établir une stratégie mieux adaptée aux enjeux de l'organisation. Pour constituer ce classement, nous allons attribuer une note sur 5 à

³² John Blaxland, « A Geostrategic SWOT Analysis for Australia », *The Centre of Gravity Series*, 2019, 17.

³³ Marko Filijovic et Danilo Babic, « INDIAN EDUCATIONAL COOPERATION WITH AFRICA: SWOT ANALYSIS OF SOFT POWER APPROACH », *Politička Revija* 71, n° 1/2022 (1 avril 2022): 111- 33, <https://doi.org/10.22182/pr.7112022.6>.

³⁴ Demir, Can. "The Organization of Turkic States: Implications for the Regional Balance of Power". *Güvenlik Stratejileri Dergisi*, August (August 2022), 39-71. <https://doi.org/10.17752/guvenlikstrjtj.1104776>.

³⁵ Emet Gürel, « STADYUM: BENZERL KLER, KO UTLUKLAR VE ZDÜ ÜMLER », *The Journal of International Social Research* 10, n° 51 (août 2017): 13, <http://dx.doi.org/10.17719/jisr.2017.1832>.

³⁶ « Dankevych, Analyse SWOT et PESTEL de l'état actuel des relations foncières en Ukraine, 2018 », 3.

chacune des caractéristiques trouvées. Afin de déterminer ces notes, nous avons repris les définitions énoncées plus haut par Gürel et Tat.

2 Analyse de l'OET et réflexions sur ses orientations stratégiques

2.1 Analyse des facteurs externes de l'OET grâce à l'outil PESTEL

Aspect Politique : L'aspect politique indique les analyses politiques des pays membres, leurs relations entre eux, mais aussi les politiques extérieures à l'organisation qui pourraient avoir des incidences sur les stratégies de l'OET.

Opportunités	Menaces
-Relations diplomatiques multipolaires. -Leadership régional de certains membres.	-Régimes politiques hétérogènes. -Tensions régionales à ses frontières.

Tableau 1. Aspect Politique de l'analyse PESTEL.

Aspect Economique : Ce facteur étudie les caractéristiques économiques de l'organisation comme leur développement, les investissements et les échanges commerciaux.

Opportunités	Menaces
-Investissements étrangers. -Complémentarité des économies.	-Economies rentières et donc dépendantes. -Forte dépendance aux échanges commerciaux.

Tableau 2. Aspect Economique de l'analyse PESTEL.

Aspect Social : Cet aspect se réfère aux facteurs démographiques, mais aussi à l'avancée sociale des pays membres et aux comportements sociétaux.

Opportunités	Menaces
-Identité culturelle et religieuse similaire. -Urbanisation et croissance du niveau d'éducation.	-Développement social inégal. -Mobilité migratoire importante.

Tableau 3. Aspect Social de l'analyse PESTEL.

Aspect Technologique : Cela inclut le développement rapide de la technologie dans les communications, ainsi que dans l'innovation technique qui pourrait modifier les relations interétatiques.

Opportunités	Menaces

-Infrastructures technologiques et numériques. -RD dans certains secteurs (militaire).	-Dépendance aux puissances externes. -Nombreux territoires non connectés.
---	--

Tableau 4. Aspect Technologique de l'analyse PESTEL.

Aspect Environnemental : Ces facteurs ont pris en importance avec le réchauffement climatique, avec comme conséquences l'apparition de nombreux événements pouvant impacter la région.

Opportunités	Menaces
-Fort potentiel pour les énergies renouvelables. -Transition énergétique.	-Défis écologiques (pénurie d'eau, désertification). -Manque d'infrastructures.

Tableau 5. Aspect Environnemental de l'analyse PESTEL.

Aspect Légal : Il s'agit des lois des pays membres, de leurs engagements dans d'autres organisations et des accords.

Opportunités	Menaces
-Assouplissement légal des libertés individuelles. -Accords bilatéraux enclins à plus de coopération.	-Faible harmonisation des normes commerciales. -Cadres juridiques faibles et disparates.

Tableau 6. Aspect Légal de l'analyse PESTEL.

2.2 Analyse de l'OET via l'outil d'analyse SWOT

2.2.1 Analyse interne de l'OET

Cette sous-partie est consacrée à l'énumération des caractéristiques de l'OET et à la justification de l'utilisation du modèle SWOT. La pertinence de ce modèle pour ce type d'organisation vient du fait que ce dernier est utilisé principalement pour la gestion et la planification stratégique des organisations. Dans le domaine des affaires économiques, le processus de gestion stratégique comprend initialement les phases de vision, de mission et d'objectifs³⁷. Nous pouvons appliquer le même processus pour une organisation régionale car

³⁷Demir, « The Organization of Turkic States », 2022, 41.

elle a aussi besoin de planification stratégique. L'analyse de ces 3 phases va nous permettre de s'assurer que l'organisation soit prête à appliquer des stratégies.

2.2.1.1 Une vision commune

Tout d'abord, la vision politique de cette organisation, comme nous l'avons vu précédemment, a émergé en Turquie³⁸. Issue des milieux intellectuels, ce rapprochement avec leurs frères asiatiques est ensuite devenu un courant populaire et politique, pour ensuite s'installer plus durablement dans ses pays voisins et réussir une construction politique mais aussi présente dans de nombreux domaines. Au-delà des visions et ambitions nationalistes et étatiques au sein de cette organisation, mon analyse repose majoritairement sur la vision générale de l'organisation. Cette notion de vision est par ailleurs essentielle à la construction d'une légitimité de l'organisation pour les états membres mais aussi les populations. Elle sert à orienter les actes politiques et à construire une identité collective³⁹. L'OET s'inscrit pleinement dans cette démarche, avec au-delà des discours et des promesses, l'aboutissement de réelles visions communes concernant plusieurs domaines. Nous pouvons citer deux documents inscrits sur le site qui partagent la vision de l'organisation. Le premier est « Turkic Green Vision (TGV) : Unity for a Sustainable Future »⁴⁰. Ce document atteste d'une vision et d'une coopération communes⁴¹, qui seront suivis par l'élaboration de plans stratégiques et d'initiatives multilatérales, notamment via la fondation de l'alliance turque des énergies renouvelables (ATER).

Un second exemple, et document majeur de ces derniers sommets, est le document « Turkic World Vision - 2040 »⁴². Ce document témoigne très bien de la vision commune et à

³⁸ Lors d'un discours au Congrès du monde turc à Antalya le 22 mars 1993, Turgut Özal, évoque un « ressouvenance mystique » du monde turc renaissant, proclamant que le rêve jadis exprimé par les poètes se réalise : Kazakhs, Ouzbeks, Turkmènes, Tatars, Azeris, etc., « se lèvent ensemble » pour entreprendre un nouveau voyage d'émancipation politique et culturelle.

³⁹ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, 1^{re} éd. (Cambridge University Press, 1999), 170, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511612183>.

⁴⁰ « 2_Decision on the Turkic Green Vision-2-6.pdf », consulté le 13 juin 2025, https://turkicstates.org/u/2_Decision%20on%20the%20Turkic%20Green%20Vision-2-6.pdf.

Signée en Novembre 2024 à Bichkek lors du 11^e Sommet de l'OET, cette vision est centrée sur le développement durable, d'une économie verte et de la lutte contre le réchauffement climatique.

⁴¹ « En travaillant ensemble, les pays turcophones pourront contribuer de manière significative aux efforts mondiaux visant à protéger la planète et à améliorer la qualité de vie des générations actuelles et futures. » (« Turkic Green Vision.Pdf, 2024).

⁴² « turkic-world-vision-2040-2396-97.pdf », consulté le 13 juin 2025, <https://turkicstates.org/u/d/haberler/turkic-world-vision-2040-2396-97.pdf>.

long terme de l'organisation, nécessaire à l'implantation d'une stratégie. Beaucoup plus complet que le précédent, ce document s'emploie à discuter de 4 domaines dans l'objectif de dessiner une stratégie globale valable pour l'organisation dans les décennies à venir. « *The Vision, based on four pillars, provides a strategic approach promising to render each Member State stronger nationally and stronger as a group, without prejudice to their already existing international commitment* »⁴³.

2.2.1.2 L'importance des missions portées par l'Organisation

Après avoir étudié les visions de cette organisation, nous pouvons dorénavant nous interroger sur les missions dans laquelle elle est engagée mais aussi les missions qu'elle s'était donnée lors de sa création. En effet, la Charte de l'OET⁴⁴ permet ainsi d'analyser la volonté politique des états membres, qui a ensuite donné lieu aux nombreuses missions actuelles. Parmi ce document, nous pouvons retenir les principes tels que l'engagement envers la communauté internationale, l'esprit de solidarité et un espace turcique commun. La Charte évoque notamment l'exemple de la langue et de l'alphabet turcique commun, comme s'agissant de l'une de leurs missions principales, via son soutien à la Commission d'un alphabet commun au sein de l'Académie turcique. Afin d'étayer mes propos, nous pouvons observer les données présentes sur le site officiel de l'OET dans la rubrique « Areas of cooperation ». Nous pouvons notamment étudier le domaine de coopération autour de la « Jeunesse et des sports »⁴⁵. Ce secteur est d'autant plus stratégique que 40% de la population des états membres de l'OET sont considérés comme jeunes⁴⁶. La pluralité des axes de coopération et les moyens mis en place pour y parvenir constituent selon moi l'un des atouts de l'organisation. Ces missions portées de manière bilatérales, multilatérales ou via l'intervention d'organisations extérieurs telles que

Ce document a été approuvé par les chefs d'État lors du 8e sommet de l'Organisation des États turcs qui s'est tenu le 12 novembre 2021.

⁴³ Turkic World Vision – 2040, 2021, 2.

⁴⁴ « Charter.pdf », consulté le 13 juin 2025, <https://turkicstates.org/u/Charter.pdf>.

La Charte a été signée en 2021 lors du 8^e sommet à Istanbul lorsque le Conseil des États turcophones est devenu l'Organisation des États turciques. Ce document a permis de donner un cadre juridique à l'organisation.

⁴⁵ « Areas Of Cooperation Detail | Türk Devletleri Teşkilatı », Organizations of Turkic States, consulté le 13 juin 2025, <https://turkicstates.org/en/areas-of-cooperation-detail/8-youth-and-sports-cooperation>.

⁴⁶ « Population of Central Asia (2025) », Worldometer, consulté le 13 juin 2025, <http://www.worldometers.info/world-population/central-asia-population/>.

Chiffre donné par l'OET. Selon Worldometers, l'âge médian est de 26,7 ans. L'âge médian correspond à un âge qui divise la population en deux groupes numériquement égaux : la moitié des personnes est plus âgée que l'âge médian indiqué et l'autre moitié est plus jeune

le TURKSOY⁴⁷ dévoile l'étendu des axes d'échanges et la volonté commune de se développer ensemble.

2.2.1.3 Des objectifs définis, utiles à l'identification de stratégies

Enfin, nous pouvons dorénavant nous intéresser aux objectifs de cette organisation. Présents à la fois dans les documents officiels mais aussi dans les actions de l'OET, les objectifs accompagnent et complètent les visions et les missions de l'organisation. Ils sont essentiels à la croissance même de cette dernière mais permettent aussi de mieux cerner les projets multiples de l'OET. Avant même le début de la création du Conseil des Etats turcophones en 2009, étendre le monde turc « de l'Adriatique à la muraille de Chine »⁴⁸ figurait déjà comme l'un des objectifs géopolitiques clés pour la Turquie. Bien que démesuré, cet objectif a ouvert la voie à de nombreux autres, ce qui ne cesse de prolonger le rapprochement entre les états membres et observateurs de l'OET, mais aussi de faire croître son ambition régionale. Ils concernent de nombreux domaines et tentent ainsi de dynamiser les actions. Pour illustrer ces propos, nous pouvons observer ces objectifs dans les documents étudiés ci-dessous. Par exemple, au sein de la Turkic Green Vision figure un objectif principal qui est « d'examiner les défis environnementaux interdépendants, y compris les impacts liés au climat, auxquels sont confrontés les États turcs et de promouvoir la coopération bilatérale/multilatérale entre eux afin de relever ces défis de manière efficace »⁴⁹.

2.2.2 Discussion et mise à jour de l'analyse de Can Demir (2022)

L'avantage de ce modèle est son approche holistique, qui bien que basé principalement sur des données qualitatives, permet d'adopter une vision générale de l'organisation grâce à l'analyse de nombreux domaines. Ainsi, ce modèle est selon moi pertinent pour discerner la structure interne et externe de cette organisation et en tirer des conclusions stratégiques essentielles dans un espace régional convoité. Nous pouvons donc dans un premier temps, reprendre les caractéristiques émises par Can Demir⁵⁰ (Figure 2).

⁴⁷ « TURKSOY », consulté le 13 juin 2025, <https://www.turksoy.org/en-US>.

L'Organisation internationale de la culture turque (TÜRKSÖY) est le premier organisme de coopération intergouvernementale dans le monde turc.

⁴⁸ Cette citation provient de Sulëyman Demirel, prononcée en février 1992.

⁴⁹ TGV, 2024

⁵⁰ Demir, « The Organization of Turkic States », 2022, 63-64.

Strengths	Weaknesses
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distinctive geopolitical position with access to global maritime routes. ▪ Individual alignments of member states with distinctive international organizations. ▪ Dynamic young population profiles. ▪ Huge collective economic potential and flourishing economies with Türkiye and Uzbekistan taking the lead. ▪ Individual defence capabilities of member states in a non-security organization with Türkiye taking the lead. ▪ Enormous energy potential mainly in the Turkic States in Central Asia and the east-to-west strategic energy transfer routes. ▪ Deep-seated inter-nation cultural bond embedded in the member states with linguistic similarities and collective aspiration of cooperation in the information domain. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exposure of the Turkic states to Russian influence through the Russian minorities and the legacy of the Russian language. ▪ Heavy economic reliance on Russia and vulnerability to global economic shocks in this regard. ▪ Considerably low level of trade relations between Türkiye and Central Asia and unused potential in this regard. ▪ Security and defence relations with Russia and the alignment of member states with security alliances of opposing directions. ▪ Long-lasting border disputes among the Central Asian states and the vulnerability to exploitation. ▪ Internal exposure of Central Asian Turkic states to Chinese soft power and economic leverage.

Opportunities	Threats
<ul style="list-style-type: none"> ▪ The developing transportation routes in Central Asia offering better opportunities for trade and other economic activities. ▪ Greater connectivity through the Caspian Sea for the transfer of hydrocarbon resources from Central Asia to Europe through Türkiye. ▪ Termination of the disputes over the legal status of the Caspian Sea and bilateral cooperation between Azerbaijan and Turkmenistan to process oil reserves of the Caspian. ▪ The increasing importance of the Middle Corridor in connecting trade hubs in Asia to Europe. ▪ The revival of the Zengezur corridor for greater land connectivity in the Turkic world. ▪ Potential OTS observer status to TRNC and its potential recognition by the member states in the long term despite challenges. ▪ Potential OTS cooperation with international organizations like the Arctic Council. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The protracted spill-over effects of the regional instabilities led by the situation in Afghanistan that may undermine the regional development projects. ▪ The long-term negative effects of the power competition among superpowers. ▪ The US and the EU's aspirations of countering Chinese economic projects in the region. ▪ The threat perception against the OTS by Russia in view of the potential secessionist sentiments among the Turkic minorities on its territories and the emergence of an international actor exclusive of itself in what it considers its "backyard". ▪ The threat perception against the OTS by China in view of the potential encouragement to the Uyghurs in the Xinjiang region. ▪ The threat perception by both Russia and China against Türkiye's growing role in the Caucasus and Central Asia. ▪ The threat perception against the OTS by Iran in view of the potential secessionist sentiments among the Turkic minorities on its territories.

Figure 2. Analyse SWOT par Can Demir . Source : Can Demir (2022, p63).

Sur l'utilisation du modèle et son application, Can Demir dresse bien une analyse représentant les 4 catégories énoncées plus tôt, en abordant différents thèmes (politiques, économiques et sociaux). Selon moi, l'atout de son article est l'identification de nombreux facteurs pertinents et donc une bonne analyse générale de l'organisation mais aussi des enjeux internationaux qui s'y jouent. En effet, ces facteurs sont la clé afin d'initier des mouvements de réflexion et de concertation⁵¹. Néanmoins, son approche n'est pas assez approfondie d'une part et de l'autre ne correspond plus à tous les enjeux actuels. De plus, les 4 domaines de l'analyse SWOT ne comportent pas suffisamment de facteurs pour y déterminer une conclusion

⁵¹ Gürel, « STADYUM: BENZERL KLER, KO UTLUKLAR VE ZDÜ ÜMLER », 2017, 1001.

évidente et donc une stratégie claire⁵². De plus, une classification de ses variables n'est pas indiquée ni mise en avant, ce qui empêche d'établir un classement d'importance pour ces dernières. L'auteur n'insiste pas réellement sur l'un de ces facteurs et donc bride l'exploitation de cette analyse comme outil stratégique.

2.2.2.1 Forces et faiblesses

Forces :

- 5 : Force à très forte valeur ajoutée pour l'organisation.
- 4 : Force à forte valeur ajoutée pour l'organisation.
- 3 : Force à moyenne valeur ajoutée pour l'organisation.
- 2 : Force à faible valeur ajoutée pour l'organisation.
- 1 : Force à très faible valeur ajoutée pour l'organisation.

Faiblesses :

- 5 : Faiblesse à très fort caractère désavantageux pour l'organisation.
- 4 : Faiblesse à fort caractère désavantageux pour l'organisation.
- 3 : Faiblesse à moyen caractère désavantageux pour l'organisation.
- 2 : Faiblesse à faible caractère désavantageux pour l'organisation.
- 1 : Faiblesse à très faible caractère désavantageux pour l'organisation.

Forces	Notes	Faiblesses	Notes
1. Position géopolitique et géographique stratégique.	<u>5</u>	1. Frontières de l'organisation non-continues.	<u>5</u>
2. Très fort potentiel énergétique en termes de production et d'acheminement.	<u>5</u>	2. Forte influence et dépendance vis-à-vis de la Russie.	<u>4</u>
3. Forte identité culturelle partagée, langue commune	<u>4</u>	3. Divergence des alignements des pays membres dans différentes organisations.	<u>4</u>

⁵²« Dankevych, Analyse SWOT et PESTEL de l'état actuel des relations foncières en Ukraine, 2018 », consulté le 13 juin 2025, https://eapk.com.ua/web/uploads/pdf/eapk_2018_07_p_5_121-93-103_.pdf.

et aspiration collective pour plus de coopération.			
4. Rapprochement stratégique au sein du secteur de la défense et de l'armement.	<u>3</u>	4. Faible niveau d'échanges commerciaux entre la Turquie et les autres pays membres.	<u>3</u>
5. Alignement des pays membres dans différentes organisations.	<u>2</u>	5. Présence de la Chine et son rôle majeur.	<u>2</u>
6. Population jeune et nombreuse.	<u>1</u>	6. Absence de politique de défense commune.	<u>2</u>
7. Structure organisationnelle en développement.	<u>1</u>	7. Capacités économiques inégales entre les pays membres.	<u>2</u>

Tableau 7. Forces et faiblesses de l'OET en 2025

Tout d'abord, la position géographique et géopolitique de l'organisation possède de nombreux atouts. Située aux portes de l'Union européenne grâce à la Turquie à l'ouest, connectée à la Russie au nord ainsi qu'au Moyen-Orient au sud, l'OET s'étend aussi jusqu'aux frontières chinoises à l'est. De plus, elle est reliée aux routes maritimes de la mer Méditerranée mais surtout aux nouvelles routes de la Soie qui la traverse. Ces raisons en font la première force de l'organisation.

Un autre atout fort de l'OET est son potentiel énergétique en tant que producteur mais aussi via ses nombreuses routes d'acheminement. Le Kazakhstan par exemple, possède les 12^{ème} plus grandes réserves de pétrole au monde et parmi les 20 plus grandes réserves de gaz⁵³, soit 1,2% des réserves mondiales. L'un des autres atouts de ce pays est l'immense réserve d'uranium qu'il possède avec plus de 800 000 tonnes d'uranium, soit environ 14% des réserves mondiales pour une production de plus de 40% de la production mondiale en 2025⁵⁴. Le Turkménistan s'impose aussi comme un pays majeur dans la production de gaz. Il dispose des 4^{ème} plus grandes réserves au monde, soit 7,2% du total mondial⁵⁵. L'OET constitue le troisième fournisseur d'énergie au monde.

⁵³ « Statistical Review of World Energy 2022 », s. d.

⁵⁴ « Uranium and Nuclear power in Kazakhstan », World Nuclear Association, consulté le 16 juin 2025, [Uranium and Nuclear Power in Kazakhstan - World Nuclear Association](#)

⁵⁵ « Statistical Review of World Energy 2022 », s. d.

En plus de nombreux avantages géopolitiques, économiques et énergétiques, l'OET possède aussi un lien interculturel fort et unique entre ses pays membres. Ce monde turc fait d'ailleurs parti intégrante de l'Organisation, en tant que membre ou observateur. La mise en place de ce rapprochement s'effectue via plusieurs organisations tels que le TURKSOY ou bien l'adoption d'un alphabet commun, en latin, à la place de celui cyrillique. Cette démonstration de volonté de rapprochement dans la sphère culturelle, linguistique mais aussi sportive via la création des Jeux mondiaux nomades, témoignent d'une réelle ambition de « rassembler ces pays sous une même culture »⁵⁶.

Ces dernières années ont prouvé que la Turquie incarne un rôle de leader dans ce domaine, grâce d'une part à son expertise croissante dû à sa participation à plusieurs conflits régionaux⁵⁷, et d'autre part par son industrie de défense de plus en plus complète, indépendante et de qualité⁵⁸. En effet, au sein de l'OTAN, la Turquie possède la seconde armée la plus nombreuse. En utilisant son armée comme un instrument de politique étrangère, elle réussit à se rapprocher davantage des pays membres de l'OET. Le conflit du Haut-Karabagh contre l'Arménie, où la Turquie a joué un rôle crucial dans la supériorité militaire de son allié azéri⁵⁹, témoigne de ce rôle de leader. Cette stratégie s'est aussi déplacée vers l'est et notamment vers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, où ce dernier est devenu en 2022 le premier pays hors Turquie à fabriquer les fameux drones turcs. Ainsi, la coopération militaire devient elle aussi l'un des enjeux essentiels de l'OET, qui appelle par ailleurs « à une coopération plus étroite dans le domaine de l'industrie de la défense et de la collaboration militaire⁶⁰».

Nous observons que les pays membres sont engagés dans différentes organisations régionales et internationales dans des domaines tels que la défense et l'économie. Cette situation est ainsi bénéfique pour l'OET puisqu'elle lui permet d'être intégré à de multiples niveaux, de lui garantir un dialogue permanent avec de nombreuses puissances tout lui conférant un rôle important dans la prise de décisions de ces organisations. Par exemple, la

⁵⁶ Demir, « The Organization of Turkic States », 51.

⁵⁷ Adrien Sémon, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Revue Défense Nationale*, n° HS3 (23 juillet 2021): 70- 75, <https://doi.org/10.3917/rdna.hs05.0070>.

⁵⁸ Ana Pouvreau, « Vision stratégique et politique d'armement de la Turquie », *Revue Défense Nationale* 813, n° 8 (2018): 52- 58, <https://doi.org/10.3917/rdna.813.0052>.

⁵⁹ Lucie France Dagenais, « Le front caucasien de la Turquie », *Diplomatie*, n° 112 (2021): 44- 47.

⁶⁰ « tenth-summit-declaration-2023-21-en.pdf », 4, consulté le 16 juin 2025, <https://turkicstates.org/u/d/basic-documents/tenth-summit-declaration-2023-21-en.pdf>. Cette citation provient de la Déclaration du dixième sommet de l'organisation à Astana en 2023, où les membres acceptent de renforcer la sécurité et la stabilité des états membres.

proximité de la Turquie avec l'UE a ainsi permis aux républiques centrasiatiques de se rapprocher de cette dernière et donc à nouer de nouvelles relations⁶¹.

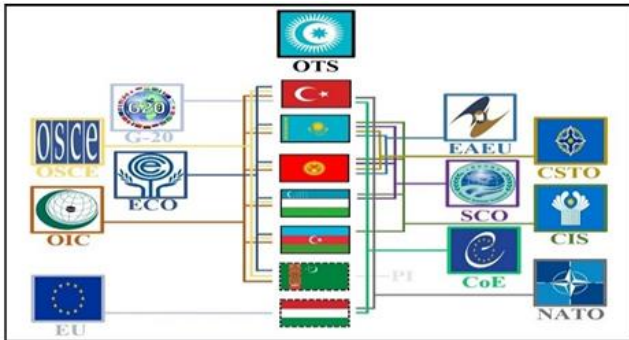


Figure 3. Les interactions de l'OET avec d'autres OI. Source : Can Demir⁶².

Ensuite, une des autres forces de l'OET par rapport à certaines autres organisations vieillissantes et en quête de main d'œuvre, cette organisation dispose d'une population jeune et en pleine croissance. Sa démographie représente plus de 175 millions de personnes⁶³, ce qui représente un peu plus de 2% de la population mondiale. L'un des atouts majeurs est la jeunesse de cette population, puisque l'âge médian se situe aux alentours des 30 ans⁶⁴.

Enfin, le dernier atout de cette organisation est selon moi sa structure organisationnelle qui continue de se développer. Bien qu'elle possède une structure classique ainsi qu'un manque de développement supranationale si l'on compare avec d'autres organisations, l'évolution de son intégration mérite selon moi de la considérer comme une force. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, les secteurs économiques, militaires, culturels et énergétiques ne cessent de se construire multilatéralement pour toujours plus d'intégration.

La première faiblesse qui nuit selon moi à cette organisation et la désavantage par rapport aux autres est l'absence de frontières continues. Comme nous pouvons le voir sur la carte (Figure 1.), la Turquie semble bien isolée, loin de ses républiques « sœurs », malgré la proximité avec son allié azérie, et donc accentue l'impression d'une organisation trop étendue,

⁶¹ « La politique turque à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase du sud », consulté le 16 juin 2025, <https://www.robert-schuman.eu/entretiens-d-europe/251-la-politique-turque-a-l-egard-de-l-asi-centrale-et-du-caucase-du-sud>.

⁶² Demir, « The Organization of Turkic States », 48.

⁶³ [Population, total - Azerbaijan, Hungary, Turkmenistan, Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Uzbekistan, Turkiye | Data](#). Ces données comprennent aussi les pays observateurs de l'OET. Elles datent de 2023.

⁶⁴ [Pays du monde – Tableaux de l'Économie Française | Insee](#).

déconnectée et en décalage. Cette faiblesse nuit à de nombreux objectifs régionaux certes, mais aussi internationaux, car la réussite de la connexion entre ces deux espaces permettrait la mise en place d'une nouvelle route est-ouest plus rapide que les précédentes, ainsi que de nouvelles perspectives nord-sud. Ce corridor Zangezour dévoile à lui seul les conflits régionaux avec la Russie et l'Iran face à la volonté expansionniste turque. Néanmoins, un second obstacle, la mer Caspienne, coupe en deux l'OET. Même si la connectivité entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan y est possible, grâce notamment au projet Transcaucasien, son potentiel n'a pas encore été pleinement exploité, condamnant ainsi la pleine exploitation de nombreux secteurs.

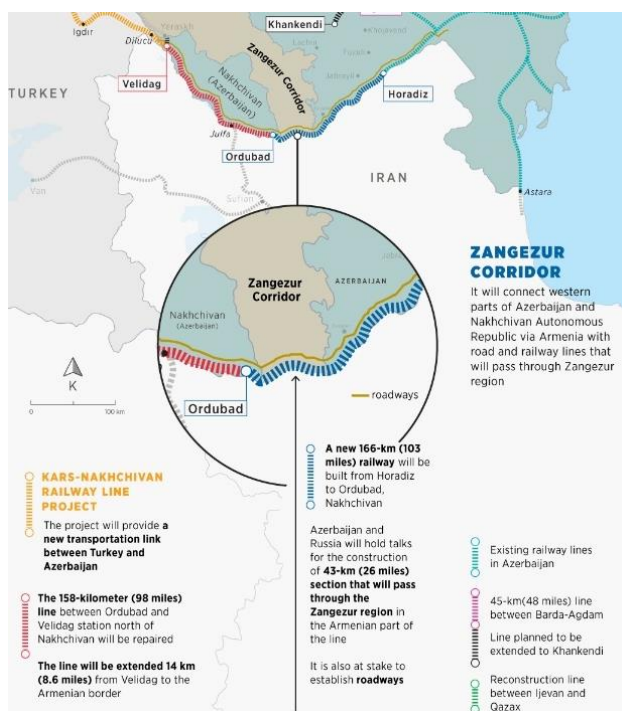


Figure 4. Carte du corridor de Zangezour. Source : Anadolu Agency⁶⁵.

Bien que certains de ses pays membres ne soient pas frontaliers avec la Russie, les républiques centrasiatiques jouissent quant à elles d'une relation particulière avec cette dernière. Issues d'une longue colonisation, elles se sont construites via un héritage soviétique et une forte dépendance vis-à-vis de la Russie. De l'administration, à la pratique religieuse, en passant par la dépendance économique ainsi que par la sécurité⁶⁶, la Russie joue pleinement son rôle d'acteur majeur dans la région et compte bien garder ses avantages. En effet, elle reste le partenaire principal en matière de sécurité et de défense comme l'atteste la présence de

⁶⁵ [Zangezur corridor to provide new link between Turkey, Azerbaijan](#), consulté le 2 juin 2025.

⁶⁶ En janvier 2022, des manifestations éclatent au Kazakhstan et dégénèrent en révolte violente. À la demande du président Tokayev, la Russie intervient militairement via l'OTSC pour rétablir l'ordre.

nombreuses bases militaires au Kirghizstan. De plus, malgré le fait que le phénomène régresse au Kazakhstan notamment, environ 15% de la population est russe⁶⁷, alimentant ainsi une culture encore très présente.

L'appartenance à des organisations poursuivant des objectifs distincts comme l'OTAN et l'OTSC par exemple, à plus tendance à éloigner les pays membres, que ça soit dans la prise de position lors d'un conflit, dans l'intervention armée où comme nous venons de l'étudier, le Kazakhstan a préféré faire confiance pour se défendre à la Russie et non à la Turquie, ou bien dans la poursuite d'objectifs similaires.

Ensuite, l'une des autres faiblesses est le manque d'échanges commerciaux entre la Turquie et les républiques centrasiatiques. Du fait de son éloignement, mais aussi de parts du marché déjà prises en Asie centrale par d'autres concurrents étrangers, et de son orientation économique aussi tournée vers l'ouest, ces échanges sont minimes. En effet, les exportations et les importations de la Turquie vers l'Asie centrale représentent respectivement 3,02 % et 1,29 % du total des exportations et des importations de la Turquie⁶⁸. De l'autre côté, si nous étudions les exportations des pays d'Asie centrale, nous constatons aussi une diversification des échanges. Néanmoins, Ouzbékistan 3 de ses 5 plus grandes destinations d'exportations font parties de l'OET : la Turquie 3^{ème} avec 9,5%, puis le Kazakhstan avec 8,2% et enfin le Kirghizstan avec 6,1%⁶⁹. Malgré ces données encourageantes, les deux premières places sont prises par la Russie puis la Chine, montrant bien le poids que prennent ces deux puissances dans le commerce régional.

L'influence chinoise est tout d'abord visible dans le secteur économique. La Chine figure dans le top trois des importations de marchandises de tous les pays membres, à l'exception du Turkménistan, prouvant ainsi la dépendance technologique et industrielle de ces pays. Néanmoins, si l'on observe la part des exportations mondiales de ces pays, la Chine n'y figure seulement que pour le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, témoignant ainsi d'une balance commerciale déséquilibrée, où la Chine y est avantagée car elle exporte davantage qu'elle n'importe. L'autre aspect désavantageux pour l'OET, est la participation de la plupart de ses états membres à l'OCS. Cette organisation créée en 2001 par la Chine, comprend plusieurs

⁶⁷[Қазақстан Республикасы Стратегиялық жоспарлау және реформалар агенттігі Ұлттық статистика бюросы - Басты бет](#), consulté le 29 mai 2025.

⁶⁸[TÜİK - Veri Portalı](#), consulté le 30 mai 2025.

Les chiffres datent de 2021 mais la tendance n'a pas fortement changé.

⁶⁹[OMC | Ressources - Commerce international et données tarifaires](#), consulté le 30 mai 2025.

volets d'objectifs dont le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité⁷⁰. La participation à cette organisation dévoile une organisation structurée autour de différents pôles d'influences, et donc plus difficilement unie.

Bien que de récents accords et de nouvelles initiatives aient été entrepris notamment par la Turquie et le Kazakhstan, la politique de sécurité commune ne figure pas comme l'une des clés de voutes de l'organisation. En effet, lorsque nous cherchons dans la rubrique des coopérations sur le site officiel, aucune coopération ne comporte de thème sur la sécurité ou la défense commune. Ainsi, nous pouvons en déduire que les initiatives concernant ces derniers proviennent davantage d'initiatives individuelles à l'échelle de l'état que d'initiatives collectives. Ce constat s'explique aussi, comme nous l'avons vu, par l'appartenance pour la plupart des membres à des organisations de sécurité préexistantes à l'OET.

La dernière faiblesse de l'OET concerne le déséquilibre économique entre les pays membres. En prenant comme exemple le PIB⁷¹ des pays membres, nous pouvons observer une différence notable : en 2023, le PIB de la Turquie s'élevait à 1.12 trillion dollars contre seulement 100 billions dollars pour l'Ouzbékistan⁷², pourtant considéré comme une économie en croissance en Asie centrale. Cette différence impacte alors les projets, les échanges mais aussi l'ampleur et la puissance de l'organisation. De plus, en additionnant les différents PIB, la Turquie représente presque 72% du PIB global en 2023.

2.2.2.2 Opportunités et menaces

Pour cette partie, nous allons pouvoir reprendre les facteurs externes identifiés lorsque nous avons appliqué l'outil d'analyse PESTEL (Tableau 1).

Opportunités :

- 5 : Opportunité très avantageuse pour l'organisation.
- 4 : Opportunité avantageuse pour l'organisation.
- 3 : Opportunité moyennement avantageuse pour l'organisation.
- 2 : Opportunité légèrement avantageuse pour l'organisation.

⁷⁰La Chine conçoit 3 principales luttes conjointes, aussi nommées les trois fléaux, qui sont le terrorisme, le séparatisme et enfin l'extrémisme religieux.

⁷¹« Le PIB est la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents de l'économie, augmentée des taxes sur les produits et diminuée des subventions non incluses dans la valeur des produits ». World Bank Group. Metadata Glossary. [Glossary | DataBank](#).

⁷² World Bank Group. [GDP \(current US\\$\) - Turkiye, Kazakhstan, Turkmenistan, Uzbekistan, Kyrgyz Republic | Data](#), consulté le 30 mai 2025.

- 1 : Opportunité peu avantageuse pour l'organisation.

Menaces :

- 5 : Menace très nuisible à l'organisation.
- 4 : Menace fortement nuisible à l'organisation.
- 3 : Menace moyennement nuisible à l'organisation.
- 2 : Menace peu nuisible à l'organisation.
- 1 : Menace très peu nuisible à l'organisation.

Opportunités	Notes	Menaces	Notes
1. Développement des corridors de transport.	<u>5</u>	1. Infaisabilité d'une plus forte institutionnalisation politique.	<u>5</u>
2. Montée du soft power turcique pour le renforcement de l'intégration régionale.	<u>4</u>	2. Présence russe pour défendre ses intérêts.	<u>4</u>
3. La guerre en Ukraine.	<u>4</u>	3. Autoritarisme et nationalisme persistants dans la région.	<u>4</u>
4. Accroissement de partenariats avec d'autres acteurs internationaux comme l'UE.	<u>3</u>	4. Dépendance économique, technologique et militaire des pays membres.	<u>3</u>
5. Développement d'une politique de défense commune.	<u>3</u>	5. Instabilité régionale persistante (Afghanistan, EI-K).	<u>3</u>
6. Création d'un marché commun turcique.	<u>3</u>	6. Rivalité géopolitique intense entre grandes puissances avec de possibles conséquences négatives pour l'OET.	<u>2</u>
7. Règlement des différends autour de la mer Caspienne et	<u>2</u>	7. Méfiances iranienne et chinoise vis-à-vis de l'expansionnisme türç.	<u>1</u>

croissance de la coopération énergétique.			
--	--	--	--

Tableau 8. *Opportunités et menaces de l'OET en 2025*

La première opportunité mise en avant ci-dessus (Tableau 2.), a plusieurs objectifs. Tout d'abord, cela permettrait de tirer parti des deux principales forces identifiées : la position géostratégique de l'organisation ainsi que son fort potentiel énergétique. De plus, cette proposition fait aussi face à quelques faiblesses observées, telles que l'absence de frontières continues et le manque d'échanges commerciaux avec la Turquie. En effet, l'amélioration de la connectivité globale de l'organisation ne peut qu'être bénéfique pour son intégration globale. Depuis plusieurs années, de nombreux oléoducs et gazoducs se construisent, tentant de s'émanciper de la coupelle russe et ainsi de conserver la souveraineté énergétique et commerciale de l'organisation. La BTC, reliant Bakou à la Turquie est un exemple marquant d'une alliance entre plusieurs pays de l'OET qui pourrait même s'élargir pour y intégrer le Kazakhstan. Bien que tourné vers l'Orient, le Turkménistan cherche aussi à diversifier ses contrats et a lancé un nouveau projet, le TAPI qui ira jusqu'en Inde. Au-delà d'être bénéfique sur le plan géographique, ces opportunités peuvent offrir de nombreux gains économiques, créant ainsi la route terrestre la plus rapide entre l'Europe et l'Asie.

Ayant déjà abordé le facteur culturel comme essentiel à la construction de cette organisation, l'établissement d'un soft power durable figure selon moi comme l'une des opportunités majeures de l'OET. Ce dernier est primordial pour faire durer l'organisation, mais aussi pour lutter contre les influences étrangères tout en se dotant d'une image attractive à l'étranger. Malgré de nombreuses initiatives turques déjà mises en place dans la région⁷³, l'OET peut collectivement chercher à étendre son influence et sa culture à l'extérieur de ses frontières, afin de créer un sentiment d'appartenance partagé. Ce soft power commun pourrait aussi être bénéfique à l'intégration régionale de l'organisation. En effet, l'adoption dans les années 90 du modèle « turc⁷⁴ » par les républiques postsoviétiques avait déjà permis un fort rapprochement. De plus, bien qu'impopulaire à l'époque soviétique, la religion devient elle

⁷³ Nous pouvons citer la chaîne d'informations TRT Avaz, l'agence de développement TIKa et les bourses étudiantes attribuées aux étudiants centrasiatiques afin de leur faire découvrir la Turquie.

⁷⁴ Le modèle turc désigne une tentative turque d'exporter son influence et son modèle étatique en Asie centrale. Encouragée par l'Occident, cela consistait à créer un état laïque mais musulman, un système politique pluraliste, une économie libérale ainsi qu'une forte identité turque..

aussi vectrice d'union au sein de l'organisation, notamment via la construction de nombreuses mosquées par la Turquie.

La guerre en Ukraine, qui a débuté en 2022, a comme conséquence le changement de nombreuses variables. D'une part, ce conflit a entraîné le départ de nombreux russes fuyant la guerre, dans les pays limitrophes tels que le Kazakhstan. Ces personnes, majoritairement des hommes diplômés⁷⁵, peuvent dynamiser l'économie. D'autre part, les moyens employés par la Russie à l'ouest de ses frontières a permis un relâchement de sa politique étrangère envers son autre « étranger proche⁷⁶ ». Enfin, l'issue du conflit qui tend à se prolonger et à dévoiler les faiblesses du système militaire russe, pousse les républiques centrasiatiques à devoir diversifier ses partenariats dans deux secteurs qui pourraient s'avérer propices à l'organisation : celui énergétique via la recherche de nouvelles routes destinées à rejoindre l'Europe sans passer par la Russie, et le secteur de la défense. La Turquie pourrait venir supplanter la Russie dans les commandes militaires et la gestion de la sécurité de certains de ces pays. De plus, les opportunités peuvent aussi venir directement à l'organisation, puisque l'Europe cherche elle aussi de nouveaux partenaires. La problématique de son approvisionnement énergétique pourrait bien trouver sa solution au sein des pays membres centrasiatiques via les corridors énergétiques turcs.

La quatrième opportunité de l'OET, figure selon moi dans l'enjeu autour des partenariats et de l'élaboration de plusieurs relations diplomatiques multi vectorielles. A l'image de la politique étrangère appliquée par ses pays membres, l'OET doit aussi chercher à diversifier ses relations afin de construire une diplomatie commune, se servir de ses forces pour attirer de nouveaux partenaires mais aussi contrer les influences externes. Cette opportunité est déjà visible aujourd'hui, notamment avec l'UE, où de nombreuses visites diplomatiques ont lieu entre les présidents, mais aussi lors d'un premier sommet en 2025, réunissant l'UE et les 5 états d'Asie centrale. L'UE est le deuxième partenaire commercial de la région. Enfin, l'opportunité serait donc d'amener l'UE à aussi dialoguer avec l'OET et non pas seulement les républiques centrasiatiques, afin d'inclure la Turquie et l'Azerbaïdjan, et donc de considérer cette organisation comme un ensemble et une puissance régionale.

⁷⁵ « ifri_inozemstev_exode_juillet_2023.pdf », 7, consulté le 12 juin 2025, https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/ifri_inozemstev_exode_juillet_2023.pdf.

⁷⁶ L'étranger désigne l'ensemble des anciens territoires de l'URSS. Cette zone est perçue par Moscou comme ayant une proximité historique, culturelle et stratégique. Elle affirme avoir un devoir de protection vis-à-vis de ces populations.

Puisque ce facteur n'est traité essentiellement que de manière bilatérale, la hausse des menaces et des pressions extérieures, devraient amener les pays membres à réfléchir collectivement. Un autre point important est la montée en puissance de l'armée et de l'industrie de défense turque. La Turquie peut alors incarner un rôle de leader dans la région, et amener les autres pays à délaisser certains partenaires traditionnels afin de se tourner vers leur allié turc.

L'intégration économique régionale représente un défi considérable pour l'Organisation des États turcophones (OET), car elle permettrait de créer un espace économique unifié fondé sur les principes de complémentarité des économies membres. La Turquie dispose d'une base industrielle bien développée et d'un accès aux marchés européens, ce qui lui permet d'être une plateforme pour la transformation et l'exportation des ressources naturelles des États d'Asie centrale. En contrepartie, ces pays disposent de précieux gisements d'hydrocarbures, d'uranium, de coton et de métaux stratégiques, qui sont essentiels à l'économie mondiale. Dans ce sens, l'OET a lancé un plan visant à doubler les volumes commerciaux d'ici 2030, qui repose concrètement sur la création d'une chambre de commerce turque et la conclusion d'accords de libre-échange. À terme, cette consolidation vise des retombées considérables : diversification des relations, moindre dépendance vis-à-vis des grandes puissances, augmentation des investissements directs étrangers et plus grande résilience face aux chocs extérieurs.

La première menace identifiée touche à l'existence même de l'OET et à son avenir en tant qu'organisation régionale. Même si ce n'est pas la dynamique actuelle, une stagnation institutionnelle dans la mise en place de coopérations communes ou dans le fonctionnement même de l'organisation mettrait à mal son fonctionnement. En effet, dans la théorie néo fonctionnaliste de l'intégration, il pourrait se produire un spillover négatif, où peu à peu, les secteurs coopératifs se dilateraient avec de disparaître. Ce phénomène peut s'appuyer sur certaines faiblesses de l'organisation, à savoir son manque de marché économique commun, la vision unilatérale de la politique étrangère par chacun des états membres et des tensions historiques pouvant mettre à mal la cohésion globale.

Malgré l'identification d'opportunité concernant la baisse d'influence russe dans la région, la Russie reste une puissance régionale essentielle à prendre en compte. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, environ 10 millions de personnes d'origine russe vivent en Asie

centrale, ce qui dans certains pays en fait la seconde diaspora⁷⁷. Ainsi, son pouvoir d'influence existe encore et le russe reste une langue parlée entre les hautes sphères de la société. De plus, grâce à son marché intérieur plus dynamique que ses anciennes républiques, elle attire de nombreux travailleurs étrangers. Ce rapport de dépendance, certes bilatérale, souligne davantage un besoin économique centrasiatique. Comme cela a déjà été le cas, la Russie peut aussi intervenir politiquement ou de manière indirecte pour freiner l'intégration régionale de l'organisation, si celle-ci s'éloigne trop des intérêts russes.

Ensuite, vient la menace de la stabilité politique de l'organisation à l'échelle des états. Les pays membres de l'OET ont bien un point en commun, celui de peu varier de dirigeants et donc de systèmes politiques. Or, certains pays ont déjà été traversés par des fortes vagues d'instabilité⁷⁸, et la plupart des dirigeants se font vieillissants. Ainsi, la question du futur politique de ces pays interrogent et posent certaines menaces quant à la future place de l'organisation au sein des politiques étatiques. L'instabilité politique pourrait causer une régression dans l'accomplissement d'objectifs communs et donc ralentir le développement de l'OET.

Dans une autre mesure, l'OET possède aussi des menaces structurelles liées aux puissances externes et à un développement politique et économique disparate chez les pays membres. Ces menaces concernent les dépendances subies par ces derniers. Nous en avons identifié plusieurs : économique, militaire énergétique et géographique. Tout d'abord, celle économique si l'on prend l'exemple du Kirghizstan pris dans le piège des dettes chinoises⁷⁹, dévoile une forte menace dans la perte d'indépendance de ce pays et son rapprochement non consenti envers la Chine. Un autre point important de dépendance est celui énergétique. Que cela soit en termes de transport, ou bien d'accès aux technologies et donc à l'installation de nouvelles innovations énergétiques, l'Asie centrale doit faire appel à la Russie ou à la Chine. Enfin, bien que son emplacement géographique soit sa plus grande force selon mon analyse, la disparité de l'emplacement des pays membres, rend la connectivité globale enclavée et donc dépendante des états voisins. L'exemple du corridor de Zanguezour, lié au pouvoir iranien, permet d'en témoigner.

⁷⁷ C'est notamment le cas du Kazakhstan.

⁷⁸ Cet extrait fait ici référence aux révolutions de couleurs qui ont eu lieu dans quelques républiques centrasiatiques dans les années 2000, mais aussi à la tentative de coup d'état de 2016 en Turquie et enfin aux manifestations de 2022 au Kazakhstan déjà évoqués précédemment.

⁷⁹ Cette expression désigne une stratégie présumée par laquelle la Chine accorde des prêts à des pays en développement pour financer des infrastructures, puis exploite leur incapacité à rembourser pour obtenir des concessions stratégiques

En continuant sur cet aspect géographique, l'OET est aussi confrontée à des menaces externes à ses frontières. L'instabilité politique afghane et la persistance du mouvement terroriste EI-K, plonge certaines régions dans la violence et l'incertitude. En effet, l'arrivée des talibans au pouvoir a de nombreux impacts et effets de type spillover, comme le trafic de drogue, d'êtres humains ect. Ce gouvernement menace aussi les projets énergétiques entrepris par le Turkménistan et son fameux projet TAPI, et fait donc risquer l'intervention d'états extérieurs dans la région.

Bien que l'Afghanistan ne menace pas directement l'intégrité territoriale centrasiatique, d'autres puissances luttent pour maintenir leur domination ou bien s'imposer dans cette région. En effet, comme indiqué par John Mackinder « *L'Eurasie représente le cœur du pouvoir mondial, un pivot stratégique central dans les politiques des grandes puissances.*⁸⁰» Néanmoins, l'attribution de la note de deux à cette menace s'explique par le fait que les incidences pour l'organisation ne seront pas forcément mauvaises puisque la lutte, comme à l'époque du « Grand jeu⁸¹ » ne sera pas orientée que contre l'OET.

Enfin, la dernière menace identifiée est celle liée aux méfiances iraniennes et chinoises face à l'expansionnisme türç. L'OET évolue dans un environnement géopolitique complexe, marqué par la présence de puissances régionales comme la Chine et l'Iran, qui voient d'un œil méfiant la montée d'un espace turcophone intégré. Pékin redoute les implications culturelles du panturquisme sur le Xinjiang. De son côté, l'Iran s'inquiète d'un possible renforcement de l'identité azérie, perçue comme une menace interne. Ces tensions externes peuvent freiner l'intégration régionale promue par l'OET.

2.2.3 Potentiel stratégique de l'organisation

La notation sur 5 attribuée dans les deux tableaux observables plus haut, va nous servir à évaluer le potentiel stratégique d'intégration réussie de l'OET. Pour cela, nous allons utiliser la formule suivante : $PSO = (S+O)-(W+T)$ ⁸²

⁸⁰ H. J. Mackinder, « The Geographical Pivot of History », *The Geographical Journal* 23, n° 4 (avril 1904): 421, <https://doi.org/10.2307/1775498>.

⁸¹ Désigne une rivalité stratégique et géopolitique, principalement au 19e siècle, entre deux grandes puissances impériales : l'Empire britannique et l'Empire russe, qui cherchaient à étendre leur influence sur cette région-clé du monde. Ce terme a été popularisé par Rudyard Kipling.

⁸² « Dankevych, Analyse SWOT et PESTEL de l'état actuel des relations foncières en Ukraine, 2018 », 98.

Soit $S = 21$; $W = 22$; $O = 24$ et $T = 22$. Donc :

$$PSO = (21+24)-(22+22) = 1$$

Nous pouvons donc en déduire que le potentiel stratégique d'intégration réussie de l'OET est de 1, soit un chiffre positif mais peu élevé. Néanmoins, nous pouvons proposer certaines options stratégiques pertinentes à appliquer pour atteindre ou bien même dépasser ce potentiel.

2.2.4 La matrice SWOT

Après avoir introduit cette notion de matrice SWOT au début de cette partie, il est dorénavant possible de la mettre à profit pour permettre d'identifier les potentiels décisions stratégiques à prendre, les axes d'amélioration et les actions à mener, dans l'idée d'obtenir une intégration régionale au sein de l'OET. Pour cela, nous allons reprendre le facteur ayant obtenu la plus haute note (Tableau 1. et Tableau.2) de chaque catégorie afin de les croiser et ainsi obtenir 4 interprétations stratégiques différentes.

- **SO Stratégie** : L'OET peut capitaliser sur sa position géographique entre les grandes entités économiques que sont l'UE, la Chine, la Russie et le M-O, pour devenir un acteur central du commerce eurasiatique et enfin réussir à connecter son territoire.
- **ST Stratégie** : L'afflux de nouvelles ressources lié à la position stratégique de l'organisation peut être l'occasion de capitaliser sur la valeur économique de l'organisation, et non seulement culturelle. Les infrastructures déjà existantes peuvent ainsi être mises à disposition et ainsi trouver collectivement les meilleures solutions.
- **WO Stratégie** : L'opportunité que représentent ces corridors peut permettre de renforcer l'intégration économique et commerciale entre les membres, d'attirer de nombreux investissements étrangers et d'augmenter l'interdépendance entre les membres notamment via le développement d'infrastructures numériques.
- **WT Stratégie** : La mise en place d'une coopération souple, pragmatique et cantonnée à des secteurs clés pourrait être plus réaliste qu'une intégration politique rigide comme dans un modèle de l'UE. Le développement de ces plateformes de dialogue permettrait de passer outre l'éloignement géographique.

3 La relation russo-turque sous le prisme de l'OET

3.1 Deux puissances en quête d'influence

3.1.1 La Russie, préserver son pré carré

Depuis la fin du XIXe siècle, l'Asie centrale s'inscrit dans la sphère d'influence de l'Empire russe, puis de l'Union soviétique. Bien que la dislocation de l'URSS dans les années 1990 ait entraîné un recul brutal de ses frontières et une perte de contrôle formelle sur ces républiques, Moscou n'a jamais cessé de considérer cette région comme appartenant à son « étranger proche ». Cette conception s'inscrit dans une logique géopolitique propre à la Russie, qui entend continuer à jouer un rôle décisionnel sur les enjeux majeurs affectant ces pays, et cela à travers une combinaison d'instruments d'influence : la langue, l'économie, les élites, les structures militaires, mais également un héritage historique omniprésent.

La continuité de cette domination passe notamment par le maintien de liens étroits dans le domaine militaire. Dès les années 1990, alors que les jeunes républiques centrasiatiques manquaient de cadres formés, une grande partie des élites militaires et techniques demeuraient russes, opérant sous contrat ou ayant été formées en Russie. Cette coopération s'est institutionnalisée par des accords bilatéraux d'assistance militaire mutuelle, comme en témoignent les traités signés par le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan en 2003, ou encore celui conclu avec l'Ouzbékistan après les événements d'Andijan⁸³. Ce maillage sécuritaire se double d'une volonté stratégique plus large. Dès 1995, Boris Eltsine, dans le document sur le concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie affirmait l'ambition russe de créer un espace de sécurité unifié sous son commandement. Cette vision incluait la gestion des actifs militaires soviétiques, le maintien de troupes russes sur les territoires de la CEI, et la constitution d'un mécanisme commun de résolution des conflits.

La quête d'influence de la Russie en Asie centrale vise ainsi à rétablir une zone tampon stratégique, mais aussi à éviter que d'autres puissances, telles que la Chine ou les États-Unis, n'y prennent une position dominante. Le président Vladimir Poutine, dès son premier mandat, s'est inscrit dans la continuité de la doctrine Primakov, qui prônait un renforcement des relations avec les ex-républiques soviétiques. Dans cette optique, la Russie a soutenu la création ou la consolidation d'organisations régionales telles que la Communauté des États indépendants (CEI) ou l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Ces structures servent autant les intérêts de stabilité régionale que les ambitions d'une hégémonie douce, permettant à Moscou de rester un acteur incontournable dans une région qui constitue à la fois une ceinture de sécurité et un bastion symbolique de son identité post-impériale.

⁸³ Vladimir Paramonov et Aleksey Stokov, *The evolution of Russia's Central Asia policy* (Defence Academy of the United Kingdom, Advanced Research and Assessment Group, 2008).

3.1.2 Les ambitions turques

La fin de la Guerre froide a constitué une double rupture stratégique pour la Turquie. D'un côté, elle a signifié la perte de son rôle géopolitique central dans le dispositif occidental de « containment » de l'URSS ; de l'autre, elle a ouvert un espace de manœuvre inédit pour une redéfinition autonome de sa politique étrangère. Longtemps perçue comme un simple flanc oriental de l'OTAN, la Turquie se retrouve, au tournant des années 1990, confrontée à une nécessité : repenser son positionnement international et régional dans un contexte de recomposition post-soviétique. Ce nouvel environnement a incité Ankara à redécouvrir une région avec laquelle elle partageait des affinités linguistiques, culturelles et religieuses : l'Asie centrale.

3.1.3 L'éveil turc

Dès les premières années suivant les indépendances centrasiatiques, Ankara se montre extrêmement proactive. En 1991, la Turquie est le premier État à reconnaître l'indépendance des républiques turcophones d'Asie centrale – Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan, et Azerbaïdjan – et à établir avec elles des relations diplomatiques. Cette reconnaissance rapide s'accompagne d'une série de visites bilatérales de haut niveau : les présidents centrasiatiques se rendent à Ankara, tandis que des figures centrales de la diplomatie turque, comme Süleyman Demirel, effectuent des tournées dans la région⁸⁴. Cette dynamique traduit une volonté claire : inscrire la Turquie dans le processus de redéfinition identitaire de ces jeunes États, et proposer une alternative culturelle, politique et économique à la Russie.

Dans ce contexte, les élites turques cherchent à légitimer leur engagement régional par un discours profondément enraciné dans une vision civilisatrice. Comme l'a analysé Yanik⁸⁵, la politique étrangère turque de l'époque repose sur une forme d'« exceptionnalisme » : la Turquie est perçue comme un pont entre les civilisations, un État pivot entre Orient et Occident,

⁸⁴ Bayram Balcı et Bertrand Buchwalter, éd., *La Turquie en Asie centrale: La conversion au réalisme (1991-2000)* (Istanbul: Institut français d'études anatoliennes, 2001), <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.127>.

⁸⁵ Lerna K. Yanik, « ALLIES OR PARTNERS? AN APPRAISAL OF TURKEY'S TIES TO RUSSIA, 1991-2007. », *East European Quarterly* 41, n° 3 (1 septembre 2007): 349- 70.

et donc naturellement destiné à jouer un rôle de médiateur, voire de guide, pour ses frères turcophones. Ce narratif se double d'une ambition idéologique : celle du panturquisme.

Le panturquisme, apparu au XIXe siècle dans l'Empire ottoman, vise l'union politique ou culturelle des peuples turcophones, allant des Balkans à la Sibérie⁸⁶. Si cette idéologie n'avait jamais été véritablement appliquée du temps de l'Empire, elle connaît un regain d'intérêt au lendemain de l'éclatement de l'URSS. À Ankara, certaines institutions comme la section « türk dünyası⁸⁷ » du ministère des Affaires étrangères, sont dirigées par des personnalités connues pour leur engagement panturquiste. Des figures comme Alparslan Türkeş, fondateur du Parti d'action nationaliste (MHP), jouent un rôle actif dans la promotion de sommets de la turcophonie, qui deviennent le principal cadre d'expression de cette ambition. Ces réunions, organisées entre 1992 et 2000, visent à jeter les bases d'une coopération culturelle et politique entre les États turcophones.

Entre 1992 et 2001, les sommets des États turcs ont permis de poser les bases d'une coopération entre les républiques turcophones autour de la fraternité, de la culture commune et du respect de la souveraineté. Des initiatives concrètes ont émergé, comme la création d'universités conjointes et des projets de coopération énergétique. Cependant, à partir de 1998, l'engagement de certains pays, notamment le Turkménistan et l'Ouzbékistan, a diminué, entraînant un essoufflement progressif du processus. Après une pause de cinq ans, les sommets ont repris en 2006 à Antalya, avec la volonté d'institutionnaliser les relations. Cette relance a conduit en 2009, lors du sommet de Nakhitchevan, à la création du Conseil de coopération des États turcophones, marquant une nouvelle phase de coopération structurée entre les pays turcs.

3.1.3.1 Des ambitions confrontées aux réalités.

Cependant, cet enthousiasme idéologique se heurte rapidement à plusieurs obstacles. D'abord, les républiques centrasiatiques, fraîchement indépendantes, sont extrêmement soucieuses de préserver leur souveraineté, après des décennies de domination soviétique. Si elles ne rejettent pas l'idée de liens culturels avec Ankara, elles se montrent nettement plus réticentes face à des initiatives perçues comme hégémoniques. L'idée d'un espace politique turcique unifié sous-direction turque ne suscite qu'un faible écho, voire une certaine hostilité.

⁸⁶ Tigrane Yégavian, « LES DIASPORAS TURQUE ET AZERBAÏDJANAISE DE FRANCE : INSTRUMENTS AU SERVICE DU PANTURQUISME », 2021.

⁸⁷ Signifie « le monde turc ».

Le sommet d'Astana de 1998 est symptomatique de ce désenchantement : jugé trop politique, il marque le début du retrait ouzbek de la dynamique de coopération turcique⁸⁸.

Ensuite, l'enthousiasme turc se heurte à une méconnaissance structurelle de la région. Contrairement au discours des « retrouvailles », les liens entre l'Anatolie et l'Asie centrale avaient été historiquement ténus. L'Empire ottoman n'avait jamais exercé d'autorité directe sur ces territoires, à la différence de la Russie tsariste puis soviétique. De plus, la Turquie manquait cruellement de spécialistes russophones capables de décrypter les réalités post-soviétiques. Elle abordait l'Asie centrale avec des schémas idéologiques simplistes, sans prendre en compte la diversité des contextes politiques, des cultures nationales et des trajectoires historiques propres à chaque État de la région.

Enfin, la diplomatie turque de l'époque manque de moyens économiques et militaires comparables à ceux de la Russie, ou même à ceux que commence à déployer la Chine à travers la coopération énergétique. Dans ce contexte, la stratégie d'influence d'Ankara se recentre progressivement sur des instruments plus modestes, relevant du soft power : ouverture d'universités bilingues, programmes de bourses pour les étudiants centrasiatiques, soutien aux médias turcophones, développement de projets culturels et éducatifs.

3.1.3.2 Redéfinition de la stratégie turque.

Face aux limites du panturquisme politique, la Turquie adopte à partir des années 2000 une posture plus pragmatique et réaliste. Elle renforce sa présence économique dans la région, notamment via des investissements dans les secteurs du bâtiment, de l'éducation, et des télécommunications. Cette évolution témoigne d'un certain désenchantement, mais aussi d'une capacité d'adaptation. La Turquie comprend progressivement que, dans un espace marqué par le multilatéralisme et la concurrence de puissances plus, elle ne peut imposer un leadership direct. Son influence doit désormais se construire sur la durée, par l'accumulation de capital symbolique, éducatif et économique. Ce repositionnement n'est pas un renoncement, mais une reformulation : d'un rêve idéologique à une politique d'influence plus réaliste. Ce symbole de changement de politique étrangère se matérialise lors de la reprise des sommets turciques 2009, aboutissant ensuite à la création du Conseil des états turciques en 2009.

⁸⁸ Balci et Buchwalter, *La Turquie en Asie centrale*, 2001.

3.1.4 Vers une convergence d'intérêts autour de l'eurasisme

Les années 1990 se terminent pour la Turquie et la Russie sur un constat partagé : l'ambition de modeler un espace post-soviétique à leur image s'est heurtée à la complexité géopolitique de l'Asie centrale. D'un côté, la Turquie a été confrontée à l'échec de sa tentative d'influence panturque, à la fois par manque de moyens et en raison de la méfiance des républiques nouvellement indépendantes ; de l'autre, la Russie a vu son autorité contestée par ces mêmes États, bien décidés à exercer leur souveraineté retrouvée. Dans ce contexte de désillusion réciproque, les deux puissances commencent à percevoir les limites de leurs ambitions unilatérales et à envisager, de manière prudente, une nouvelle forme de coopération. Cette inflexion passe notamment par l'appropriation progressive d'un référentiel commun : l'eurasisme.

3.1.4.1 L'eurasisme russe : une identité géopolitique alternative à l'Occident

L'eurasisme trouve ses racines dans un débat ancien sur l'identité de la Russie, qui remonte à l'Empire tsariste. Trois grandes écoles de pensée s'affrontent dans ce cadre :

- Les slavophiles, qui voient la Russie comme une terre orthodoxe, héritière de Byzance, profondément distincte de l'Occident latin.
- Les occidentalistes, tournés vers l'Europe et défenseurs d'une modernisation libérale, aussi bien politique qu'économique.
- Et enfin, les eurasistes, initiés notamment par Nikolaï Troubetskoï, qui considèrent la Russie comme une entité sui generis, ni tout à fait européenne, ni tout à fait asiatique, mais marquée par l'héritage des empires turco-mongols et dotée d'un destin propre.

Ce dernier courant, longtemps marginal, est réactivé au XXe siècle par des penseurs comme Lev Goumiliov, puis véritablement popularisé après 1991 par Alexandre Douguine, figure centrale du néo-eurasisme contemporain. Pour Douguine, la Russie ne doit ni s'aligner sur l'Occident ni s'occidentaliser⁸⁹. Elle doit au contraire assumer son rôle de pôle civilisationnel alternatif, en opposition au monde libéral. Le néo-eurasisme devient ainsi un projet géopolitique global, proposant la Russie comme le cœur d'un vaste ensemble régional allant

⁸⁹ Dmitry Shlapentokh, *Russia between East and West* (Brill, 2007).

de l'Europe centrale à l'Asie, soudé non par l'uniformité mais par une opposition commune à l'hégémonie occidentale⁹⁰. Cet eurasisme de combat, porté par une Russie post-soviétique blessée dans son statut de puissance mondiale, se veut également un outil de recentralisation idéologique. Il vise à empêcher les États postsoviétiques de s'émanciper de la sphère d'influence russe, notamment en disqualifiant toute référence au panturquisme ou à d'autres modèles alternatifs. Comme le note Laruelle (2013), dans cette lecture, « le monde turco-musulman [...] ne devient une valeur positive universelle que lorsqu'il est intégré au monde russe ». Toute Eurasie qui ne serait pas dirigée par la Russie serait ainsi vouée à l'échec, voire à la dissolution.

3.1.4.2 Le tournant turc vers l'eurasisme : du rêve panturc au réalisme géoéconomique

De son côté, la Turquie, après les déconvenues diplomatiques des années 1990 en Asie centrale, réoriente son regard. Le désintérêt relatif pour la région, conjugué à la prise de conscience du rôle central que continue de jouer la Russie, aboutit à une évolution discursive notable. Le terme « Eurasie⁹¹ » se diffuse dans les milieux économiques, médiatiques et même académiques. Contrairement au panturquisme – marqué idéologiquement à droite et connoté nationaliste – l'eurasisme apparaît plus neutre, plus compatible avec le pragmatisme diplomatique qui s'impose à partir du milieu des années 1990.

Cette transition idéologique se manifeste par plusieurs indicateurs. Le secteur privé turc s'approprie très tôt le concept, en particulier dans les secteurs de la logistique, du commerce ou du tourisme opérant vers les pays postsoviétiques. De nombreuses entreprises prennent alors pour nom « Avrasya », signe d'une adaptation du discours géopolitique à des enjeux économiques concrets. Du côté institutionnel, l'agence turque de coopération TIKA crée en 1994 le bulletin Eurasian Files – Avrasya Dosyası, consacré aux questions économiques et régionales⁹². On observe également un rapprochement avec la Russie et les États riverains de la mer Noire, au détriment d'une Asie centrale jugée décevante en matière de coopération.

⁹⁰ Astrid S. Tuminez, *Russian nationalism since 1856: ideology and the making of foreign policy* (Rowman & Littlefield, 2000).

⁹¹ Avrasya en turc.

⁹² Burcu Gültekin- Punsmann et Krassimir Y. Nikolov, « European Union approaches to fostering synergies of cooperation and integration around the Black Sea », *Southeast European and Black Sea Studies* 8, n° 2 (2008): 109- 28.

Cette inflexion s'accompagne d'une relecture historique portée par des intellectuels comme Attila İlhan, qui promeut l'idée d'un destin commun russo-turc, longtemps contrarié par les puissances occidentales. Il établit même un parallèle entre Lénine et Mustafa Kemal, soulignant leur volonté commune d'indépendance face aux impérialismes. Dans cette logique, les tensions historiques entre Moscou et Ankara sont relativisées, voire reconstruites comme les conséquences de manipulations extérieures. Ce discours gagne en visibilité dans les années 2000, à travers la médiatisation de la visite d'Alexandre Douguine en Turquie en 2003, rendue possible par le soutien d'İlhan⁹³.

Cependant, l'eurasisme turc reste un phénomène intellectuel et économique, sans réelle traduction politique à l'échelle de l'État. L'AKP, arrivé au pouvoir en 2002, développe une politique étrangère autonome et ambitieuse, mais davantage orientée vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale que vers un projet russo-turc commun. Recep Tayyip Erdoğan se présente d'abord comme un réformateur pro-européen. L'eurasisme, bien que présent dans les marges du débat public, n'est donc pas adopté officiellement par le gouvernement turc. Néanmoins, il marque le début d'un rapprochement stratégique latent entre Moscou et Ankara.

Malgré cette convergence discursive autour de l'eurasisme, les visions turque et russe restent profondément asymétriques. Tandis que la Turquie y voit une opportunité de redéploiement régional, compatible avec son identité post-ottomane et son soft power, la Russie l'envisage avant tout comme une structure de pouvoir, dirigée par Moscou, et dans laquelle toute velléité turque d'autonomie civilisationnelle est perçue comme une menace. Ainsi, le néo-eurasisme russe rejette sans ambiguïté toute renaissance panturque : « une Eurasie non russe amènerait la mort de la Russie et de l'Eurasie même », affirme Douguine⁹⁴. Cette posture ambiguë sert en réalité un double objectif : affirmer la centralité russe dans l'espace postsoviétique et neutraliser les aspirations identitaires des minorités turcophones, notamment dans le Caucase et en Asie centrale. Il s'agit d'éviter que ces peuples, historiquement russifiés, ne se tournent vers Ankara comme nouvel axe de référence culturelle ou politique⁹⁵.

Face à cela, la Turquie comprend qu'elle ne peut prétendre à un leadership exclusif sur l'espace turcophone. Le projet d'un monde s'étendant « de l'Adriatique à la Muraille de Chine

⁹³ Marlène Laruelle, « Russo-Turkish Rapprochement through the Idea of Eurasia: Alexander Dugin's Networks in Turkey », *The Jamestown Foundation Occasional Paper (April 2008)*. Mode of access: <http://www.jamestown.org/uploads/media/Jamestown-LaruelleRussoTurkish.pdf>, 2008.

⁹⁴ Laruelle, 676- 78.

⁹⁵ Lucie France Dagenais, « Les relations Turquie-Russie (1992-2016): une géopolitique de l'espace Pontique à nouveau sous la loupe' », *Observatoire de l'Eurasie* 40 (2017).

» cède ainsi progressivement la place à une stratégie plus modeste, construite sur le compromis et la coopération. Dans un monde multipolaire, l'eurasisme devient alors un langage commun, certes polysémique, mais permettant d'éviter l'affrontement et d'envisager un partenariat stratégique.

3.1.5 L'Asie centrale, espace stratégique convoité : un enjeu de puissance pour la Russie et la Turquie

Dans le sillage de la recomposition post-soviétique, l'Asie centrale s'impose rapidement comme un espace géopolitique stratégique que la Russie et la Turquie tentent chacune d'intégrer à leur sphère d'influence, selon des logiques certes concurrentes mais de plus en plus convergentes. Pour Moscou comme pour Ankara, cette région dépasse les seules affinités culturelles ou historiques : elle incarne un levier de puissance et un baromètre de leur statut international.

La Russie voit dans l'Asie centrale une extension naturelle de sa zone d'influence historique. Après une décennie 1990 marquée par une relative désinvolture à l'égard de ses anciennes républiques, le tournant stratégique s'opère dès le milieu des années 1990 sous l'impulsion d'Evgueni Primakov. Ce dernier encourage un rapprochement avec des puissances régionales comme l'Iran, l'Inde ou la Chine afin de contrer l'ancrage occidental dans la région⁹⁶. L'objectif est clair : limiter toute influence étrangère dans ce que Moscou désigne comme son « étranger proche ». La montée en puissance de Vladimir Poutine en 2000 marque une nette consolidation de cette ligne. Dans le nouveau concept de politique étrangère formulé cette même année, l'Asie centrale est désignée comme une priorité sécuritaire. Il s'agit de préserver la stabilité régionale, mais surtout de garantir le rôle de la Russie comme arbitre incontournable des dynamiques centre-asiatiques⁹⁷. L'héritage soviétique et la présence de minorités russes dans les républiques centrasiatiques justifient le maintien de bases militaires russes et le contrôle des frontières de la CEI. Dès 1993, Moscou affirmait que quitter l'Asie centrale reviendrait à exposer ses frontières sud à l'instabilité. Cette posture de puissance tutélaire se double d'une approche multilatérale avec la mise en place d'organisations telles que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), pensées comme des remparts contre

⁹⁶ Irina Ionela Pop, « RUSSIA, EU, NATO, AND THE STRENGTHENING OF THE CSTO IN CENTRAL ASIA » 3 (2009).

⁹⁷ Lena Jonson et Clive Archer, *Peacekeeping and the Role of Russia in Eurasia* (Routledge, 2019).

les velléités d'indépendance stratégique ou d'ouverture excessive à l'Ouest⁹⁸. Au-delà de la sécurité, l'Asie centrale est aussi pour Moscou un vecteur d'influence économique, notamment dans le domaine énergétique. Gazoducs, oléoducs, projets d'interconnexion et accords bilatéraux témoignent d'un effort pour ancrer la région dans un ensemble russo-centrique, en concurrence avec les projets occidentaux ou chinois. C'est dans ce cadre que s'inscrit également le néo-eurasisme porté par Douguine, qui postule que seule une Eurasie pilotée par la Russie peut offrir stabilité et cohérence face aux puissances atlantistes.

Du côté turc, l'Asie centrale s'est d'abord présentée comme une opportunité symbolique : celle de renouer avec un espace turcophone longtemps sous domination soviétique. Dans l'immédiat après-guerre froide, Ankara s'imagine catalyseur d'un nouveau bloc régional autour d'un héritage linguistique, culturel et religieux commun. Soutenue dans cette entreprise par les États-Unis et l'Europe, la Turquie tente d'exporter son modèle de transition politique et économique aux jeunes républiques centrasiatiques⁹⁹. L'enjeu est autant idéologique que stratégique : éviter que ces États ne basculent vers l'islamisme ou ne tombent dans l'orbite de l'Iran.

Cependant, les ambitions initiales turques, relayées notamment par Turgut Özal, se heurtent rapidement à la complexité de la région. Si des instruments comme la TIKA ou l'Eximbank turque sont mobilisés pour soutenir la transition des économies postsoviétiques, les résultats restent modestes. Le projet panturquiste bute sur la réticence des républiques centrasiatiques à s'inscrire dans une nouvelle logique de dépendance, même symbolique. L'idée de constituer une union turcique se dilue dans une réalité régionale marquée par le souverainisme naissant des États et leur prudente gestion des influences extérieures.

Face à ces limites, la Turquie amorce à partir des années 2000, notamment sous l'AKP, un tournant stratégique. Moins idéologique et plus pragmatique, cette nouvelle approche vise à renforcer les liens bilatéraux tout en renonçant à toute hégémonie structurante. Le concept des « quatre vagues d'approches » proposé par l'AKP vise à intégrer progressivement l'Asie centrale dans une sphère d'influence douce, à travers des initiatives économiques, culturelles et éducatives. L'idée n'est plus de bâtir une fédération turcique, mais d'intensifier les « ondes » d'influence vers un espace perçu comme naturellement proche, mais politiquement distant.

⁹⁸ Pop, « RUSSIA, EU, NATO, AND THE STRENGTHENING OF THE CSTO IN CENTRAL ASIA ».

⁹⁹ Hakan Fidan, « Turkish foreign policy towards Central Asia », *Journal of Balkan and Near Eastern Studies* 12, n° 1 (2010): 109- 21.

La multiplication des projets culturels, éducatifs, et le rôle de TIKA témoignent d'un soft power turc réinventé, mieux adapté aux réalités de la région.

Ainsi, à travers leurs politiques respectives, la Russie et la Turquie ont investi l'Asie centrale comme un espace clé de leur projection stratégique. Tandis que Moscou s'efforce de maintenir son emprise sur cet ancien glacis soviétique, Ankara tente d'y affirmer une influence culturelle et économique renouvelée. Ces deux puissances cherchent à affirmer leur statut international en s'ancrant dans une région historiquement convoitée, mais aujourd'hui plus autonome qu'il n'y paraît. Cependant, ces dynamiques croisées ne sont pas exemptes de frictions. Si des formes de coopération peuvent exister ponctuellement, la présence croissante de la Turquie dans une région longtemps dominée par la Russie génère inévitablement des rivalités. La question se pose alors : jusqu'où ces deux puissances peuvent-elles coexister en Asie centrale sans entrer en confrontation directe ? C'est ce que nous analyserons dans la partie suivante, en explorant les tensions, mais aussi les espaces de dialogue entre Moscou et Ankara.

3.2 Une rivalité continue ? Coopérations et tensions

3.2.1 Le dialogue russo-turc : entre convergence stratégique et pragmatisme géopolitique

Le dialogue russo-turc s'est profondément transformé depuis la fin de la guerre froide, passant d'une relation prudente à un partenariat stratégique nuancé. Ce rapprochement ne s'est cependant pas fait de manière linéaire. Si, au début de son mandat, Recep Tayyip Erdogan privilégie une orientation pro-européenne et multilatérale, marquée notamment par une volonté d'adhésion à l'Union européenne, la décennie 2010 inaugure un virage significatif. Progressivement, la Turquie se rapproche de la Russie, encouragée par une convergence d'intérêts et par le désenchantement croissant vis-à-vis de l'Occident.

Plusieurs facteurs expliquent ce rapprochement. Comme le souligne Bayram Balci¹⁰⁰, l'augmentation continue des échanges économiques, alliée à une proximité de vue sur la crise syrienne, ont favorisé une meilleure entente. Le soutien occidental jugé ambigu à l'opposition syrienne, notamment face à la menace kurde aux yeux d'Ankara, a contribué à éloigner la

¹⁰⁰ Bayram Balci, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie: », *Revue internationale et stratégique* N° 116, n° 4 (28 novembre 2019): 134- 45, <https://doi.org/10.3917/ris.116.0134>.

Turquie de ses partenaires traditionnels et à l'inciter à regarder vers l'Est. Cette évolution géopolitique s'inscrit dans un contexte plus large de redéfinition des alliances, où le concept d'eurasisme – initialement marginal en Turquie – commence à prendre corps à travers des coopérations concrètes avec la Russie. Sur le plan théorique, certains chercheurs comme Yanik¹⁰¹ évoquent une « normalisation duale », liée à la baisse des perceptions de menace mutuelle. De même, Hale¹⁰² décrit un « système de détente incertaine » entre les deux pays, mêlant absence de confrontation directe et coopérations ponctuelles malgré des désaccords persistants. Ce réalisme géopolitique repose notamment sur un constat partagé : la marginalisation ou l'hostilité de l'Occident pousse Ankara et Moscou à adopter une politique d'équilibre et de partenariat pragmatique¹⁰³.

La dynamique post-guerre froide s'est ainsi progressivement orientée vers un modèle « gagnant-gagnant ». Côté turc, la politique de « zéro problème avec les voisins » promue par l'AKP et la volonté de diversification des alliances ont ouvert la voie à ce dialogue. Côté russe, Vladimir Poutine a misé sur une politique étrangère centrée sur les intérêts économiques et sécuritaires, avec pour ambition de renforcer la place de la Russie sur la scène internationale¹⁰⁴. Ce partenariat s'est d'abord matérialisé sur le plan économique. Dès les années 2000, les échanges commerciaux explosent. En 2008, la Russie devient le principal partenaire commercial de la Turquie avec un volume d'échanges atteignant 38 milliards de dollars, notamment grâce aux grands projets menés par les entreprises turques en Russie. L'accord de 2001 sur « le plan d'action pour la coopération en Eurasie » puis l'intensification des liens dans les années suivantes, à la faveur de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, posent les bases d'une alliance géostratégique plus structurée. Les deux pays partagent alors un même objectif : limiter l'influence occidentale, qu'il s'agisse de l'OTAN pour la Russie ou du soutien américain au PKK pour la Turquie. Un équilibre se dessine : la Turquie retire son soutien aux indépendantistes tchéchènes, tandis que la Russie prend ses distances avec le PKK.

Sur le plan symbolique, la confiance mutuelle se manifeste aussi lors de moments de crise : après le coup d'État manqué de 2016, la Russie est l'un des premiers pays à afficher son soutien à Erdogan, contrairement aux positions plus distantes des pays occidentaux. Cette

¹⁰¹ Yanik, « ALLIES OR PARTNERS? »

¹⁰² William Hale, « The Turkey-Russia Relationship in Historical Perspective: Patterns, Change and Contrast », *Uluslararası İlişkiler Dergisi* 20, n° 78 (2023): 43- 58.

¹⁰³ Jean Marcou et Mitat Çelikpala, *Regard sur les relations turco-russes* (Institut français d'études anatoliennes, 2020).

¹⁰⁴ Bobo Lo, *Russian foreign policy in the post-Soviet era: reality, illusion and mythmaking* (Springer, 2002).

attitude est perçue à Ankara comme la preuve d'un repositionnement géopolitique inévitable, davantage tourné vers l'Eurasie¹⁰⁵. Pour autant, cette entente reste fragile. La littérature académique propose des concepts tels que la « coopération conflictuelle »¹⁰⁷ pour décrire cette relation ambivalente. La Syrie en offre un bon exemple : malgré des intérêts opposés, Moscou et Ankara ont réussi à établir des mécanismes de coordination. Ces compromis, tout en préservant les apparences d'un dialogue stratégique, révèlent en filigrane une concurrence bien réelle.

Ce premier état des lieux du dialogue russo-turc met donc en lumière une coopération pragmatique, souvent dictée par les circonstances plus que par une véritable alliance idéologique. Pourtant, derrière cette façade de partenariat stratégique, persistent de nombreux points de compétitions, que nous allons explorer dans la sous-partie suivante.

3.2.2 Compétition culturelle et économique

Malgré des rapprochements géopolitiques ponctuels entre la Russie et la Turquie, notamment depuis les années 2010, les deux puissances poursuivent en Asie centrale des logiques d'influence concurrentes. Si la coopération existe dans certains domaines stratégiques, la réalité sur le terrain est celle d'une compétition, particulièrement intense sur les plans culturel, éducatif et économique. Chaque État cherche à y promouvoir son modèle civilisationnel, ses intérêts économiques et ses réseaux d'influence.

Depuis la fin de l'URSS, la Turquie s'est efforcée de redéfinir les liens avec les républiques turcophones d'Asie centrale. Appuyée sur une proximité linguistique, culturelle et religieuse, Ankara a progressivement déployé une stratégie de soft power ambitieux¹⁰⁸. L'un des exemples les plus significatifs réside dans la promotion de l'alphabet latin, en opposition à l'alphabet cyrillique hérité de la période soviétique. La Turquie incite ses partenaires à adopter une écriture latine qui rappelle le modèle turc, sans imposer une copie conforme. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan, par exemple, ont adopté une variante du latin différente de celle utilisée en Turquie, mais l'intention reste claire : réduire l'influence culturelle russe à

¹⁰⁵ Balci, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie ».

¹⁰⁶ Yeghia Tashjian, « Projecting Russia's Post-War Influence in the South Caucasus by Analysing the Russian-Turkish "Co-opetition" in Syria », *Discussing a South Caucasus Short of Russian Dominance* 17 (2023): 41- 54.

¹⁰⁷ Daria Isachenko, « Turkey and Russia: the logic of conflictual cooperation », 2021.

¹⁰⁸ « LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NATIONALE DU « SIÈCLE DE LA TÜRKİYE » / Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye », consulté le 5 juin 2025, <https://www.mfa.gov.tr/apercu-general-de-la-politique-etrangere-turkiye.fr.mfa>.

travers la langue et l'écriture, deux vecteurs puissants de mémoire historique et d'appartenance. La Turquie joue ainsi sur le levier linguistique pour fragiliser la présence russophone dans les jeunes générations. Cette politique linguistique s'accompagne d'une offensive éducative systémique. Le programme lancé dès 1992, baptisé « 10 000 étudiants du monde türk », vise à accueillir et former les futures élites d'Asie centrale dans les universités turques. En parallèle, des lycées, écoles et universités ont été implantés sur place, souvent via les ambassades ou des fondations privées. Ces établissements enseignent la langue turque, l'histoire du monde turcique, et sensibilisent les étudiants aux enjeux politiques et identitaires communs. L'article 2 de la charte de certaines universités kazakhes, co-financées par Ankara, souligne clairement cette mission d'intégration culturelle.

Même la sphère religieuse, pourtant secondaire dans un État turc officiellement laïque, est devenue un levier d'influence. À travers la Direction des Affaires religieuses, la Turquie soutient la formation d'un islam modéré et ouvert, en réponse à la vacance religieuse laissée par le communisme. Des facultés de théologie gratuites offrent une éducation religieuse et linguistique adaptée, permettant aux jeunes de ne pas s'enfermer dans des carrières purement religieuses. Ce dispositif constitue un outil structurant pour asseoir une autorité morale dans la région. La stratégie turque repose aussi sur une diplomatie culturelle active, incarnée par des institutions comme TURKSOY, équivalent de l'OIF pour le monde turcophone, ou encore TIKA, qui finance des projets culturels, éducatifs et humanitaires. Des événements comme les Jeux nomades, mettant en avant les traditions pastorales des peuples turcs, participent à une redéfinition symbolique de l'identité commune.

Toutefois, cette dynamique n'est pas purement étatique. De nombreux entrepreneurs privés turcs, notamment dans la construction, se sont implantés très tôt dans la région, dès l'effondrement soviétique. En parallèle, le mouvement religieux de Fethullah Gülen, à travers ses écoles et fondations éducatives, a contribué à façonner une partie des élites d'Asie centrale, avant que ses institutions ne soient fermées en Russie en 2010, signe de la sensibilité géopolitique de cette influence.

Face à cette percée turque, la Russie a rapidement compris les risques de perte d'influence dans ce qu'elle considère encore comme son « étranger proche ». Dès 2003, Vladimir Poutine adopte une politique étrangère plus active en Asie centrale, reposant sur plusieurs piliers : maintien de relations personnelles étroites avec les dirigeants locaux, investissements énergétiques et infrastructurels massifs, et intensification du soft power. La

Russie reste très présente dans l'éducation, en proposant des bourses d'études pour les étudiants d'Asie centrale, tout en entretenant un réseau d'écoles russes modernes, financées par Rossotroudnitchestvo. Ce réseau vise à préserver l'usage du russe, à transmettre une histoire commune post-soviétique et à entretenir les liens culturels. Dans les médias, la Russie demeure la première source d'information pour la plupart des pays de la région, grâce à ses chaînes télévisées et agences de presse. Ce contrôle informationnel constitue un autre levier majeur de son influence culturelle. Sur le plan économique, Moscou a également adapté sa stratégie en réponse aux sanctions occidentales depuis 2014. L'Asie centrale est devenue une zone de contournement et de redéploiement des échanges : en 2024, les échanges commerciaux entre la Russie et le Kazakhstan ont atteint 28 milliards de dollars, grâce à l'augmentation des exportations de machines, produits chimiques et transports. Des dizaines de projets communs sont en cours, dans l'automobile, l'agriculture, ou encore le numérique.

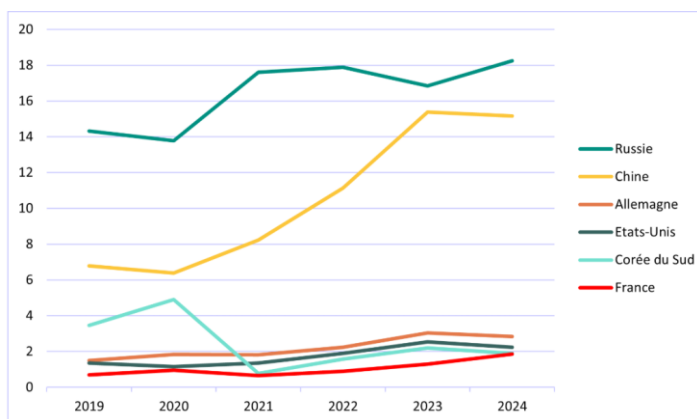


Figure 5. Composition des principaux pays fournisseurs du Kazakhstan en 2024¹⁰⁹.

Moscou s'est aussi assurée des parts stratégiques dans les secteurs les plus sensibles, comme l'uranium kazakh¹¹⁰, ou la construction de centrales nucléaires dans la région. La réactivation de pipelines hérités de l'URSS vers la Chine ou l'Asie centrale, tout comme le projet d'un nouveau tracé contournant l'Europe, témoignent d'une volonté russe de consolider ses liens énergétiques avec la région, et d'en faire un partenaire économique de substitution au marché occidental.

¹⁰⁹ Source : **Le commerce extérieur du Kazakhstan en 2024. [Le commerce extérieur du Kazakhstan en 2024 - KAZAKHSTAN | Direction générale du Trésor](#)**

¹¹⁰ La Russie contrôle 25 % de la production.

Malgré l'activisme turc, les relations d'Ankara avec les républiques turcophones restent souvent symboliques et n'atteignent pas toujours un niveau stratégique durable. Quatre limites expliquent ce phénomène :

1. La persistance du facteur russe, à la fois comme puissance historique et comme partenaire économique incontournable ;
2. La concurrence occidentale : l'UE et les États-Unis investissent eux aussi dans les infrastructures, les ONG, les systèmes éducatifs ;
3. Les dynamiques internes aux républiques, dont les élites issues de l'ère soviétique conservent un tropisme moscovite ;
4. Les limites de la Turquie elle-même, confrontée à ses propres défis politiques, économiques et diplomatiques, où elle peine à incarner le rôle d'un nouveau leader régional.

3.2.3 Tensions et rivalités

L'Asie centrale est aujourd'hui l'un des espaces les plus sensibles dans la compétition entre la Russie et la Turquie. Derrière les apparences d'une coopération régionale ponctuelle, les logiques d'affirmation nationale et les divergences stratégiques révèlent une rivalité croissante, nourrie par des visions incompatibles de l'ordre régional. Ces tensions prennent plusieurs formes : diplomatiques, idéologiques, économiques, mais aussi religieuses.

Selon Heinz Kramer¹¹¹, la stratégie initiale de la Turquie n'était pas de dominer la région, mais d'y instaurer un lien privilégié, fondé sur une fraternité civilisationnelle. Cette posture ambivalente, oscillant entre solidarité post-impériale et affirmation géopolitique, a toutefois pu être perçue par la Russie comme une tentative de créer une alternative turcique à son influence traditionnelle. Les nombreux Sommets Turciques et la montée en puissance de l'Organisation des États turciques (OET) illustrent cette volonté turque d'unifier politiquement et économiquement l'espace turcophone.

¹¹¹ Heinz Kramer, « Will Central Asia become Turkey's sphere of influence », *Perceptions: Journal of International Affairs* 1, n° 4 (1996).

La Russie, qui considère l'Asie centrale comme faisant partie de son « étranger proche », a vivement critiqué ces initiatives. Ces interférences sont perçues à Moscou comme une remise en cause de son rôle tutélaire dans la région. La promotion par la Turquie d'un programme intitulé « La nouvelle ère de la civilisation turcique », adopté lors du sommet de Samarcande en 2022, a suscité l'hostilité du Kremlin. Le projet d'un fonds d'investissement commun, d'un forum économique turcique, ou encore de corridors de transport alternatifs, apparaît comme un affront direct à l'intégration eurasiatique pilotée par Moscou. Pour contrer cette influence turque croissante, la Russie a consolidé son architecture institutionnelle post-soviétique. Elle s'appuie notamment sur des structures militaires comme l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), disposant de bases au Kirghizstan, ou sur des formats économiques comme la Communauté des États indépendants (CEI) et l'Union économique eurasiatique. Ces organisations visent à resserrer les liens de dépendance entre Moscou et les capitales centrasiatiques, tout en excluant toute présence extra-régionale durable.

La rivalité se joue aussi sur le terrain du soft power, en particulier dans l'éducation. Tandis que la Turquie mise sur la formation de nouvelles élites par ses universités ou les écoles du réseau Gülen, la Russie s'efforce de maintenir son influence linguistique et intellectuelle via les écoles russes, les instituts culturels et les médias publics. Toutefois, cette bataille culturelle est incertaine : si les présidents centrasiatiques continuaient de s'exprimer en russe lors des premiers sommets turciques, le recul progressif de cette langue dans l'enseignement pose un défi à long terme pour Moscou. L'arrêt soudain de l'usage du russe par certains dirigeants, comme l'ancien président kazakh Tokayev lors d'une rencontre entre les chefs d'état, a d'ailleurs provoqué une forte inquiétude en Russie, montrant que leurs anciennes républiques ne sont plus seulement « l'étranger proche » de la Russie.

L'un des foyers de tension les plus ambigus réside dans l'évolution religieuse de la région. En se présentant comme le promoteur d'un islam modéré, la Turquie a proposé un modèle alternatif à la fois au sécularisme soviétique et à l'islam rigoriste. Toutefois, cette instrumentalisation religieuse est mal perçue par Moscou. L'expérience russe des années 1990 est à cet égard révélatrice : les nombreux lycées turcs ouverts dans des républiques comme le Tatarstan ou le Daghestan ont été accusés de propager un islamisme insidieux, notamment celui prôné par le mouvement Gülen. Une campagne médiatique russe a dénoncé leur projet supposé de « réislamiser les populations locales » sous couvert d'éducation. Ces soupçons ont conduit à la fermeture de nombreux établissements turcs sur le territoire russe à la fin des années 2000. Par ailleurs, Moscou craint la montée d'un islam radical dans sa périphérie méridionale, parfois

nourri par les expériences migratoires des jeunes centrasiatiques en Russie. Une étude de l'International Crisis Group montre que les travailleurs ouzbeks découvrent un islam plus rigoriste, souvent salafiste, au contact de diasporas ou de communautés isolées. Le sentiment d'appartenance religieuse devient alors un substitut identitaire, face à la marginalisation sociale, au chômage et à la précarité. Ce phénomène inquiète Moscou, d'autant qu'il échappe au contrôle des États centrasiatiques et menace l'ordre sécuritaire régional.

3.2.3.1 Conflits d'intérêts géopolitiques : le précédent du Haut-Karabakh

Le clivage russo-turc s'est cristallisé dans d'autres espaces, notamment lors de la seconde guerre du Haut-Karabakh en 2020. La Turquie y a soutenu activement l'Azerbaïdjan, pays turcophone, par l'envoi de drones Bayraktar, de conseillers militaires et de mercenaires syriens, défiant de manière frontale l'influence russe dans le Caucase. Bien que la Russie ait officiellement joué les médiateurs, son soutien traditionnel à l'Arménie a été mis en difficulté. Ce conflit a marqué une rupture symbolique : la Turquie a montré qu'elle pouvait agir militairement dans un espace que Moscou considérait jusqu'alors comme son pré carré. Il a aussi introduit indirectement l'OTAN aux portes du Caucase, via la Turquie, renforçant les craintes sécuritaires du Kremlin. Paradoxalement, cette montée des tensions n'a pas empêché les deux puissances de coopérer sur des formats régionaux, comme le 3+3 (Russie, Turquie, Iran + Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan), dans une volonté commune de limiter l'influence occidentale.

Enfin, les républiques d'Asie centrale elles-mêmes ont montré une résistance aux tentatives d'intégration promues par Ankara. L'idéalisme des années 1990, nourri par les discours d'unité turcique et les slogans de Süleyman Demirel sur « l'extension du territoire sans changer les frontières », s'est vite heurté à la méfiance souverainiste des jeunes États indépendants. L'idée d'un marché commun, voire d'une monnaie turcique, n'a jamais abouti. Les capitales centrasiatiques préfèrent des relations bilatérales souples, plutôt qu'une alliance rigide pouvant menacer leur autonomie. À cela s'ajoute la faiblesse économique de la Turquie, qui peine à rivaliser avec la puissance d'investissement russe ou chinoise. Les tensions internes turques, la question chypriote, ou encore les divergences d'intérêts entre Ankara et Tachkent ont aussi contribué à l'échec d'une politique étrangère commune au sein du monde turcique.

Les relations russo-turques en Asie centrale illustrent la logique de rivalité contenue propre aux puissances régionales actuelles. Comme le souligne Aurélien Denizeau¹¹², ces États privilégient des coopérations ponctuelles, selon une logique d'opportunité, plutôt qu'une logique d'alliance structurée et durable. La Turquie, malgré ses ambitions culturelles et religieuses, ne peut encore prétendre supplanter la Russie, dont les leviers sécuritaires, historiques et linguistiques restent puissants. Pourtant, la crise ukrainienne et l'affaiblissement relatif de Moscou ouvrent une fenêtre d'opportunité dont Ankara tente de profiter, sans pour autant pouvoir complètement réordonner l'équilibre géopolitique de l'Asie centrale. Face à l'activisme croissant d'Ankara en Asie centrale, la Russie ne peut rester indifférente. L'Organisation des États turciques, en particulier, incarne bien les ambitions turques. Il convient donc d'analyser la manière dont la Russie perçoit cette stratégie turque et les enjeux qu'elle associe à l'OET.

3.2.4 Perception russe de l'OET : menace, opportunité ou neutralité ?

La montée en puissance de la Turquie en Asie centrale, et plus particulièrement la structuration progressive de l'Organisation des États turciques (OET), suscite chez les responsables russes une forme de gêne mêlée de vigilance. Si la Russie continue d'entretenir des liens étroits avec les républiques d'Asie centrale, elle observe avec préoccupation l'évolution de leurs politiques étrangères, qui tendent à s'émanciper de l'héritage soviétique pour se rapprocher de nouveaux pôles d'influence, au premier rang desquels la Turquie.

Un rapport stratégique russe de 2024, révélé par le *Financial Times* et coordonné par Mikhaïl Mishoustine¹¹³, témoigne de cette inquiétude. Il pointe le fait que les pays d'Asie centrale « profitent de la vulnérabilité » de la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine pour s'insérer dans des organisations alternatives comme l'OET. Ce document souligne également une dérussification progressive : promotion de l'anglais comme seconde langue, adoption de standards éducatifs occidentaux, et formation des élites dans les pays de l'OCDE. Le rapport alerte sur la perte d'influence russe dans sa zone historique, et appelle à une réaffirmation de son rôle à l'échelle mondiale à travers la création d'une "macrorégion" pivot

¹¹² Aurélien Denizeau, « Mavi Vatan, la Patrie bleue : origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », 2021.

¹¹³ Il est le Président du gouvernement de la fédération de Russie.

entre l'Eurasie et le Sud global. Dans cette logique, l'intégration du Kazakhstan ou de l'Ouzbékistan aux BRICS¹¹⁴, même en tant que partenaires, est vue comme une contre-offensive potentielle.

Du côté du discours officiel, la posture russe semble plus ambivalente. Lors d'une intervention au Conseil de la Fédération en décembre 2021¹¹⁵, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov reconnaît le droit de la Turquie à entretenir des relations étroites avec les États turcophones. Il affirme « ne rien voir de mal » à des échanges culturels, éducatifs ou linguistiques, mais il met en garde contre toute dérive militarisée de l'OET. L'éventualité d'une coopération militaire au sein de cette organisation, voire son instrumentalisation politique, serait perçue comme une menace directe aux intérêts russes. Même si une coopération défensive n'est pas encore affichée, nous avons vu au début de ce mémoire que des partenariats de sécurité commençaient au sein de l'OET. Cette ligne rouge est réaffirmée à plusieurs reprises, notamment en lien avec les discussions autour du projet de "Grand Touran¹¹⁶", qui inclurait certaines régions russes avec une part de la population turcique comme le Tatarstan. Dans un entretien donné en 2021 à *RBC*¹¹⁷, Lavrov qualifie l'OET d'initiative avant tout culturelle, visant à réunir des « соплеменники » (membres d'une même tribu), relativisant ainsi la portée géopolitique de l'organisation. Il affirme ne pas croire en un projet pan-turcique à long terme, considérant que les États d'Asie centrale souhaitent avant tout diversifier leurs relations dans une logique multi-vectorielle.

Cependant, certains articles de la presse russe expriment une analyse plus critique : ils interprètent le changement de nom du Conseil turc en OET comme une tentative de masquer les ambitions panturques sous un vernis institutionnel. L'OET est aussi perçue comme un outil de dérusification, soutenue par l'élan géopolitique provoqué par la victoire de l'Azerbaïdjan, allié turc, lors de la seconde guerre du Haut-Karabakh. Ainsi, la Russie se retrouve dans une

¹¹⁴ Lors du dernier sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024, le Kazakhstan a refusé d'adhérer à cette organisation, déclenchant des sanctions commerciales russes.

¹¹⁵ [Allocution du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'occasion de l'Heure du gouvernement et réponses aux questions posées au Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Moscou, 1er décembre 2021 - Le Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.](#)

¹¹⁶ Concept géopolitique, historique et idéologique désignant une forme d'unité ou de solidarité entre les peuples turcs, visant à fonder un espace turcique unifié.

¹¹⁷ [Entretien du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec RBC Media Holding, Moscou, 19 février 2021 - Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.](#)

position délicate : elle minimise officiellement la portée de l'OET tout en surveillant de près ses évolutions. Si les discours tendent à apaiser, les documents internes comme les rapports stratégiques montrent une perception plus défensive, voire alarmiste. L'avenir de l'organisation reste incertain, mais il semble clair que Moscou, affaiblie par sa guerre en Ukraine mais toujours influente, ne laissera pas sans réaction l'affirmation turque dans ce qu'elle considère encore comme son « étranger proche ».

Discussions

L'utilisation de ces outils d'analyse nous ont permis de mieux découvrir l'OET, mais surtout de générer une analyse stratégique dense avec l'élaboration de plusieurs options à mettre en place selon ses besoins. À la suite de ce long développement, où le travail de Can Demir nous aura servi de fil conducteur, nous pouvons dorénavant discuter de la pertinence de ces méthodes, de leurs avantages mais aussi de leurs limites.

Tout d'abord, nous pouvons discuter de la pertinence du modèle PESTEL et de ses potentiels limites. La principale faiblesse de l'analyse PESTEL réside dans son absence d'approche quantitative : les facteurs étant principalement qualitatifs, leur évaluation est toujours subjective et peu rigoureuse, ce qui limite l'objectivité de l'analyse de l'environnement externe. De plus, bien que l'analyse PESTEL tente d'offrir une vue d'ensemble, ses dimensions sont généralement analysées séparément, alors que tous les facteurs auront un impact beaucoup plus important que d'autres.

Ensuite, nous pouvons nous concentrer sur le modèle SWOT. Il me semble important de mentionner les observations génériques trouvées lors de la lecture d'articles scientifiques concernant la méthode SWOT. Cette dernière présente les avantages d'offrir une perspective générale et donc une feuille de route efficace lors de l'évaluation de l'outil analysé¹¹⁸. Cet effort de recherche, bien cadré méthodologiquement, permet de découvrir les opportunités ainsi que les menaces à gérer. De plus il s'intègre bien à d'autres outils d'analyse, et tend à être pertinent à tous les moments de planification nécessaires à une organisation. En effet, avoir d'abord étudié les facteurs externes lors de l'utilisation de l'outil PESTEL a permis de dégager les points les plus importants, afin de les reprendre dans mon analyse SWOT. Néanmoins, avant l'utilisation de l'outil SWOT pour l'OET, j'étais conscient de ses limites. Nous pouvons par exemple mentionner le fait que cette analyse n'est qu'une simple description où son contenu peut facilement être dépassé¹¹⁹. D'une manière générale, cette méthode se heurte à deux principaux problèmes : une catégorisation difficile ainsi qu'une analyse trop qualitative.

Ayant déjà abordé les limites de l'analyse SWOT de Can Demir, nous pouvons dorénavant étudier les limites de notre analyse. Tout d'abord, l'une des limites essentielles de cette analyse, et qui nous a posé des problèmes dans l'écriture des variables ainsi que dans l'élaboration des quatre options stratégiques, est l'absence de discussions de groupe (Figure 6.), nécessaires à l'élaboration de stratégies pertinentes et adaptées¹²⁰. De plus, ces discussions auraient été particulièrement utiles lors de la notation des variables afin d'obtenir le jugement le plus juste. La participation d'experts et d'hommes politiques peut notamment figurer comme exemple d'amélioration possible pour les prochaines recherches scientifiques. Ces discussions

¹¹⁸ Gürel, « STADYUM: BENZERL KLER, KO UTLUKLAR VE ZDÜ ÜMLER », 2017.

¹¹⁹ Doug Leigh, « SWOT Analysis », in *Handbook of Improving Performance in the Workplace: Volumes 1- 3*, éd. par Kenneth H. Silber et al., 1^{re} éd. (Wiley, 2009), 115- 40, <https://doi.org/10.1002/9780470592663.ch24>.

¹²⁰ Chermack et Kasshanna, « The Use and Misuse of SWOT Analysis and Implications for HRD Professionals », 389.

auraient enfin permis limiter la subjectivité de mes propos et les erreurs de sous estimations ou sur estimations lors de l’attribution des notes¹²¹. De plus, la présence de notes faibles s’explique d’une part par l’absence de variables générales hautement notables, mais aussi souligne une faiblesse de mon analyse sans concertation de groupe. Enfin, l’étude des variables « Opportunités et menaces » montrent bien que nous avons privilégié certains aspects de l’analyse PESTEL. L’analyse SWOT aurait pu donc adopter une approche plus holistique. Néanmoins, avoir étudié l’environnement externe de l’organisation avant cette analyse, nous a permis d’obtenir des facteurs plus cohérents et de maximiser les chances de construire des stratégies pertinentes.

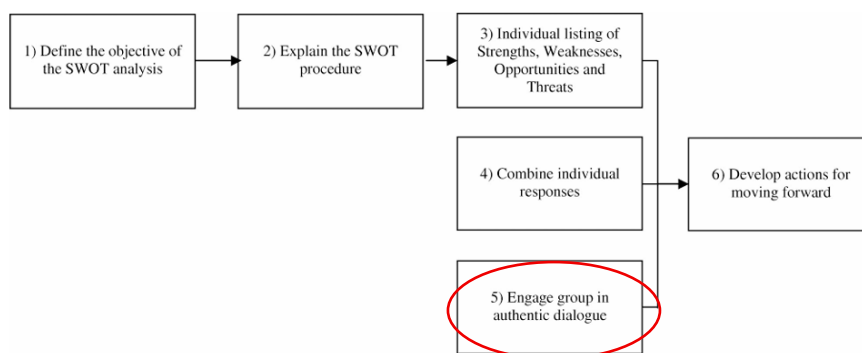


Figure 6. Modèle général d'une analyse SWOT¹²². « 2_Decision on the Turkic Green Vision-2-6.pdf ». Consulté le 13 juin 2025. https://turkicstates.org/u/2_Decision%20on%20the%20Turkic%20Green%20Vision-2-6.pdf.

Conclusion

L'émergence de l'OET s'inscrit dans une recomposition profonde des équilibres géopolitiques en Asie centrale. Face à une Russie affaiblie par ses engagements extérieurs et dont l'influence culturelle et politique s'effrite lentement, la Turquie a su exploiter une fenêtre d'opportunité pour projeter son influence dans un espace historiquement disputé. Si la Russie tente de maintenir son ascendant par des leviers économiques, sécuritaires et symboliques, elle est désormais confrontée à une concurrence directe, notamment sur le terrain du soft power et des références identitaires.

¹²¹ « Dankevych, Analyse SWOT et PESTEL de l'état actuel des relations foncières en Ukraine, 2018 », 95.

¹²² Leigh, « SWOT Analysis ».

Loin d'un affrontement frontal, la rivalité russo-turque en Asie centrale se joue dans des zones grises, entre coopération ponctuelle, méfiance stratégique et instrumentalisation des institutions régionales. Les discours officiels russes oscillent entre déni et minimisation du phénomène, mais les analyses internes révèlent une conscience aiguë d'un basculement progressif. Ainsi, l'OET, loin d'être une simple organisation culturelle, devient un révélateur des recompositions régionales et un vecteur potentiel d'un ordre post-soviétique redéfini – où la Russie doit désormais composer avec d'autres ambitions.

Néanmoins, l'étude approfondie de l'OET dans la première partie nous a permis de révéler des faiblesses internes ainsi que menaces externes à son bon développement. De plus, loin d'être un leader économique et militaire, la Turquie fait face à de nombreuses limites dans son projet turcique et doit composer avec d'autres puissances. Ce travail aura confirmé mon hypothèse d'une situation non prévisible, dépendante de nombreux facteurs, et où l'unité turcique sera mise à rudes épreuves.

Après cette étude plus qualitative que quantitative et basée essentiellement sur la vision et politique des états, il serait intéressant de questionner la population turcique. En effet, l'une des limites de ce travail est son analyse de surface, où l'intégration régionale est mesurée par les rapprochements politiques et économiques et non pas par le sentiment ou non, d'appartenir à une organisation culturelle et à un même peuple. Or, ce facteur peut être déterminant dans la construction et réussite d'une organisation car comme l'a dit Bronisław Geremek, « Nous avons fait l'Europe, il nous faut faire les Européens »¹²³.

¹²³ Bronisław Geremek, « Une voix en Europe », p. 43. Discours prononcé à Rome le 23 et le 24 mars 2007 à l'occasion de la célébration du 50e anniversaire des traités de Rome, organisée au Sénat italien par la Fondation Alcide De Gasperi.

Bibliographie

- « Applied Quantitative Analysis of R.T. Erdogan's Multi-Vector Foreign Policy in 2014-2022 - Vokhmintsev - Vestnik RUDN. International Relations ». Consulté le 18 juin 2025.
<https://journals.rudn.ru/international-relations/article/view/37256>.
- Balci, Bayram. « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie: » *Revue internationale et stratégique* N° 116, n° 4 (28 novembre 2019): 134-45.
<https://doi.org/10.3917/ris.116.0134>.
- Balci, Bayram, et Thomas Liles. « Turkey's Comeback to Central Asia ». *Insight Turkey* 20, n° 4 (2018): 11-26.
- Balci, Bayram. « Les relations économiques entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale ». In *La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-*

- 2000), édité par Bertrand Buchwalter, 57-70. La Turquie aujourd'hui. İstanbul: Institut français d'études anatoliennes, 2001. <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.145>.
- Balci, Bayram, et Bertrand Buchwalter, éd. *La Turquie en Asie centrale: La conversion au réalisme (1991-2000)*. İstanbul: Institut français d'études anatoliennes, 2001. <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.127>.
- , éd. *La Turquie en Asie centrale: La conversion au réalisme (1991-2000)*. İstanbul: Institut français d'études anatoliennes, 2001. <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.127>.
- Beeson, Mark, et Richard Stubbs, éd. *Routledge Handbook of Asian Regionalism*. Special ed. Routledge Handbooks. London: Routledge, 2014.
- Benzaghta, Mostafa Ali, Abdulaziz Elwalda, Mousa Mousa, Ismail Erkan, et Mushfiqur Rahman. « SWOT Analysis Applications: An Integrative Literature Review ». *Journal of Global Business Insights* 6, n° 1 (mars 2021): 55-73. <https://doi.org/10.5038/2640-6489.6.1.1148>.
- Bismark, Okyere, Adjei-Gyabaah Frank, et Obeng Acheampong Kofi. « Utilizing Mckinsey 7s Model, SWOT Analysis, PESTLE and Balance Scorecard to Foster Efficient Implementation of Organizational Strategy. Evidence from The Community Hospital Group- Ghana Limited. » *Economics and Management*, n° 3 (2018).
- Blaxland, John. « A Geostrategic SWOT Analysis for Australia ». *The Centre of Gravity Series*, 2019, 17.
- « Charter.pdf ». Consulté le 13 juin 2025. <https://turkicstates.org/u/Charter.pdf>.
- Chermack, Thomas J., et Bernadette K. Kasshanna. « The Use and Misuse of SWOT Analysis and Implications for HRD Professionals ». *Human Resource Development International* 10, n° 4 (décembre 2007): 383-99. <https://doi.org/10.1080/13678860701718760>.
- Dagenais, Lucie France. « Le front caucasien de la Turquie ». *Diplomatie*, n° 112 (2021): 44-47.
- . « Les relations Turquie-Russie (1992-2016): une géopolitique de l'espace Pontique à nouveau sous la loupe' ». *Observatoire de l'Eurasie* 40 (2017).
- « Dankevych, Analyse SWOT et PESTEL de l'état actuel des relations foncières en Ukraine, 2018 ». Consulté le 13 juin 2025. https://eapk.com.ua/web/uploads/pdf/eapk_2018_07_p_5_121-93-103_.pdf.
- Demir, Can. « The Organization of Turkic States: Implications for the Regional Balance of Power ». *Güvenlik Stratejileri Dergisi*, 31 août 2022, 39-71. <https://doi.org/10.17752/guvenlikstrtj.1104776>.

- Demir, Cennet Engin, Ayse Balci, et Fusun Akkok. « The Role of Turkish Schools in the Educational System and Social Transformation of Central Asian Countries: The Case of Turkmenistan and Kyrgyzstan. » *Central Asian Survey* 19, n° 1 (1 mars 2000): 141-55. <https://doi.org/10.1080/713656175>.
- Denizeau, Aurélien. « Mavi Vatan, la Patrie bleue: origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », 2021.
- Deutsch, Karl W. *Political community and the North Atlantic area*. na, 1951.
- Doomernik, Jeroen. « The Institutionalization of Turkish Islam in Germany and the Netherlands: A Comparison. » *Ethnic & Racial Studies* 18, n° 1 (1 janvier 1995): 46-63. <https://doi.org/10.1080/01419870.1995.9993853>.
- Fidan, Hakan. « Turkish foreign policy towards Central Asia ». *Journal of Balkan and Near Eastern Studies* 12, n° 1 (2010): 109-21.
- Filijovic, Marko, et Danilo Babic. « INDIAN EDUCATIONAL COOPERATION WITH AFRICA: SWOT ANALYSIS OF SOFT POWER APPROACH ». *Politička Revija* 71, n° 1/2022 (1 avril 2022): 111-33. <https://doi.org/10.22182/pr.7112022.6>.
- Gültekin-Punsmann, Burcu, et Krassimir Y. Nikolov. « European Union approaches to fostering synergies of cooperation and integration around the Black Sea ». *Southeast European and Black Sea Studies* 8, n° 2 (2008): 109-28.
- Gürel, Emet. « STADYUM: BENZERLİKLER, KO UTLUKLAR VE ZDÜ ÜMLER ». *The Journal of International Social Research* 10, n° 51 (août 2017): 13. <http://dx.doi.org/10.17719/jisr.2017.1832>.
- Hale, William. « The Turkey-Russia Relationship in Historical Perspective: Patterns, Change and Contrast ». *Uluslararası İlişkiler Dergisi* 20, n° 78 (2023): 43-58.
- « ifri_inozemstev_exode_juillet_2023.pdf ». Consulté le 17 juin 2025. https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/ifri_inozemstev_exode_juillet_2023.pdf.
- Isachenko, Daria. « Turkey and Russia: the logic of conflictual cooperation », 2021.
- Jonson, Lena, et Clive Archer. *Peacekeeping and the Role of Russia in Eurasia*. Routledge, 2019.
- Kalın, İbrahim. « Soft Power and Public Diplomacy in Turkey ». *PERCEPTIONS: Journal of International Affairs* 16, n° 3 (1 octobre 2011): 5-23.
- Kramer, Heinz. « Will Central Asia become Turkey's sphere of influence ». *Perceptions: Journal of International Affairs* 1, n° 4 (1996).

- « LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NATIONALE DU « SIÈCLE DE LA TÜRKİYE » / Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye ». Consulté le 20 juin 2025. <https://www.mfa.gov.tr/apercu-general-de-la-politique-etrangere-turkiye.fr.mfa>.
- « La politique turque à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase du sud ». Consulté le 16 juin 2025. <https://www.robert-schuman.eu/entretiens-d-europe/251-la-politique-turque-a-l-egard-de-l-asie-centrale-et-du-caucase-du-sud>.
- Laruelle, Marlène. « Russo-Turkish Rapprochement through the Idea of Eurasia: Alexander Dugin's Networks in Turkey ». *The Jamestown Foundation Occasional Paper (April 2008)*. Mode of access: <http://www.jamestown.org/uploads/media/Jamestown-LaruelleRussoTurkish.pdf>, 2008.
- Leigh, Doug. « SWOT Analysis ». In *Handbook of Improving Performance in the Workplace: Volumes 1-3*, édité par Kenneth H. Silber, Wellesley R. Foshay, Ryan Watkins, Doug Leigh, James L. Moseley, et Joan C. Dessinger, 1^{re} éd., 115-40. Wiley, 2009. <https://doi.org/10.1002/9780470592663.ch24>.
- Lo, Bobo. *Russian foreign policy in the post-Soviet era: reality, illusion and mythmaking*. Springer, 2002.
- Mackinder, H. J. « The Geographical Pivot of History ». *The Geographical Journal* 23, n° 4 (avril 1904): 421. <https://doi.org/10.2307/1775498>.
- Mansfield, Edward D., et Etel Solingen. « Regionalism ». *Annual Review of Political Science* 13, n° 1 (1 mai 2010): 145-63. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.13.050807.161356>.
- Marcou, Jean, et Mitat Çelikpala. *Regard sur les relations turco-russes*. Institut français d'études anatoliennes, 2020.
- Martin, Jean-Paul, et Henri Nonn. « La notion d'"intégration régionale" », 1980. <https://doi.org/10.3406/tigr.1980.1080>.
- Morgenthau, Hans J. « Politics Among Nations The Struggle For Power And Peace », s. d.
- Organizations of Turkic States. « Areas Of Cooperation Detail | Türk Devletleri Teşkilatı ». Consulté le 13 juin 2025. <https://turkicstates.org/en/areas-of-cooperation-detail/8-youth-and-sports-cooperation>.
- Paramonov, Vladimir, et Aleksey Stokov. *The evolution of Russia's Central Asia policy*. Defence Academy of the United Kingdom, Advanced Research and Assessment Group, 2008.

- Pasquier, Daniel. « Redistribution des cartes en Asie centrale (2/2) - Turquie, Iran et États-Unis ». *Revue Défense Nationale* 858, n° 3 (15 mars 2023): 109-14. <https://doi.org/10.3917/rdna.858.0109>.
- « PERCEPTIONS: Journal of International Affairs » Submission » The Organization of Turkic States: A New Approach to Global and Regional Challenges ». Consulté le 18 juin 2025. <https://dergipark.org.tr/en/pub/perception/issue/71446/1149303>.
- Pop, Irina Ionela. « RUSSIA, EU, NATO, AND THE STRENGTHENING OF THE CSTO IN CENTRAL ASIA » 3 (2009).
- Pouvreau, Ana. « Vision stratégique et politique d'armement de la Turquie ». *Revue Défense Nationale* 813, n° 8 (2018): 52-58. <https://doi.org/10.3917/rdna.813.0052>.
- Richard, Yann. « Intégration régionale, régionalisation, régionalisme-Les mots et les choses ». *Revista Confins*, n° 20 (2014).
- Richardson Jr., John V. « The Library and Information Economy in Turkmenistan ». *IFLA Journal* 32, n° 2 (1 juin 2006): 131-39. <https://doi.org/10.1177/0340035206066410>.
- Selznick, Philip. *Leadership in Administration: A Sociological Interpretation*. Quid Pro Books, 2011.
- Sémon, Adrien. « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 ». *Revue Défense Nationale*, n° HS3 (23 juillet 2021): 70-75. <https://doi.org/10.3917/rdna.hs05.0070>.
- Shlapentokh, Dmitry. *Russia between East and West*. Brill, 2007.
- « Statistical Review of World Energy 2022 », s. d.
- « Statistical Review of World Energy 2022 », s. d.
- Tashjian, Yeghia. « Projecting Russia's Post-War Influence in the South Caucasus by Analysing the Russian-Turkish "Co-opetition" in Syria ». *Discussing a South Caucasus Short of Russian Dominance* 17 (2023): 41-54.
- « tenth-summit-declaration-2023-21-en.pdf ». Consulté le 16 juin 2025. <https://turkicstates.org/u/d/basic-documents/tenth-summit-declaration-2023-21-en.pdf>.
- Tuminez, Astrid S. *Russian nationalism since 1856: ideology and the making of foreign policy*. Rowman & Littlefield, 2000.
- « turkic-world-vision-2040-2396-97.pdf ». Consulté le 13 juin 2025. <https://turkicstates.org/u/d/haberler/turkic-world-vision-2040-2396-97.pdf>.
- « TURKSOY ». Consulté le 13 juin 2025. <https://www.turksoy.org/en-US>.
- Weihrich, Heinz. « The TOWS Matrix—A Tool for Situational Analysis ». *Long Range Planning* 15, n° 2 (avril 1982): 54-66. [https://doi.org/10.1016/0024-6301\(82\)90120-0](https://doi.org/10.1016/0024-6301(82)90120-0).

- Worldometer. « Population of Central Asia (2025) ». Consulté le 13 juin 2025.
<http://www.worldometers.info/world-population/central-asia-population/>.
- Yanik, Lerna K. « ALLIES OR PARTNERS? AN APPRAISAL OF TURKEY'S TIES TO RUSSIA, 1991-2007. » *East European Quarterly* 41, n° 3 (1 septembre 2007): 349-70.
- Yégavian, Tigrane. « LES DIASPORAS TURQUE ET AZERBAÏDJANAISE DE FRANCE : INSTRUMENTS AU SERVICE DU PANTURQUISME », s. d.
- Yüksel, Ihsan. « Developing a Multi-Criteria Decision Making Model for PESTEL Analysis ». *International Journal of Business and Management* 7, n° 24 (21 novembre 2012): p52.
<https://doi.org/10.5539/ijbm.v7n24p52>.